Parti Socialiste
Convention nationale de Suresnes
15 janvier 1972

Sommaire

Le président (Albert Gazier) 1
Blanc (Savoie) 1
Thorelle (Somme)..... 5
Hugon (Hérault) 5
Louis Mexandeau(Calvados)..... 9
Eledjam (Vaucluse) 12
Claude Estier 13
Vincent (Haute-Vienne) 17
Bernard Derosier 18
Brun (Val d'Oise)..... 20
Gustave..... 21
Pierre Mauroy..... 21
François Mitterrand..... 29

Séance du samedi 15 janvier 1972 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence d'Albert Gazier, assisté de Bussac (Charente) et de Sérusclat (Rhône).

Le président (Albert Gazier)

Camarades, la séance est reprise.
Camarades, voici comment se présente le débat : sont inscrits actuellement les camarades Blanc, de la Savoie, Thorelle de la Somme, Hugon, de l'Hérault...
(Lecture de la liste)
Ensuite, nous clôturerons. Que ceux qui sont d'accord pour organiser ainsi le débat veuillent bien le manifester en levant la main ?
Avis contraires ?
Merci. La parole est à Blanc, de la Savoie.

Blanc (Savoie)

Mes chers camarades, je vais prendre quelques instants pour faire le point de la situation de la fédération de la Savoie, mais je formulerai quelques remarques au sujet du fonctionnement et du travail du Centre national.
Le Congrès d'Epinay a provoqué en Savoie, comme dans beaucoup de fédérations en France, pas mal de bouleversements.
Nous étions, et nous sommes toujours, une très petite fédération. Le choc psychologique, car il y en a eu un, qui a suivi le Congrès d'Epinay, a provoqué un renouvellement très important des membres de la fédération, c'est à dire que

Coll. Fondation Jean-Jaurès

nous avons assisté à un éloignement, et je pense qu'il est temporaire, d'un certain nombre d'anciens militants. Par contre, nous avons eu la chance, le bonheur dirais-je, d'enregistrer un nombre appréciable de nouvelles adhésions.
Le Bureau fédéral qui est issu à la suite de ce Congrès d'Epinay s'est fixé, pour l'immédiat, 3 objectifs :
- le premier, et je vais en dire quelques mots dans un instant, c'est le règlement des problèmes financiers qui, au niveau de notre fédération, nous paralysait depuis déjà plusieurs années.
- Ensuite, il s'agissait pour nous de développer notre recrutement et d'étendre notre Action, de façon profonde, dans l'ensemble du département et, en particulier, dans les secteurs industriels, puisque la Savoie, vous ne l'ignorez pas est, malgré tout, malgré le tourisme dont on parle beaucoup, un département industriel, et finalement, il nous fallait lancer un Mouvement de jeunesses Socialistes qui était totalement absent du département, et ceci depuis très, très longtemps.
Au sujet des problèmes financiers, il nous a fallu faire une véritable gymnastique pour éponger la dette de la fédération, mais nous y sommes parvenus au prix de sacrifices souvent personnels, dirai-je, et nous pouvons dire que nous commençons l'année 1972 avec un budget parfaitement en équilibre, avec une situation financière qui, pour ne pas être négative, n'est pas non plus positive puisqu'elle est exactement de zéro, mais c'est la meilleure base que nous ayons conque depuis plusieurs années.
En ce qui concerne notre action, eh bien, elle s'est développée, je l'ai déjà dit, et nous enregistrons de nombreux adhérents, mais nous avons rencontré aussi une attitude encore, dirai-je, d'attente de la part de nombreux sympathisants, ces gens-là attendant que le Parti Socialiste soit doté d'un programme. Je pense qu'à ce moment là, l'impact que nous pourrons avoir sur les citoyens sera autrement plus sérieux, plus valable que tout ce que nous pourrions dire jusqu'à maintenant.
En tout cas, dans les domaines qui ont été ceux de notre action, nous avons voulu suivre et appliquer la stratégie définie à Epinay et ceci dans tous les domaines.
Tout d'abord, nous avons appliqué cette stratégie de l'union de la Gauche à l'élection des maires à la Commission départementale consultative chargée des fusions et regroupements de communes.
Pour cela, nous avons constitué des listes communes avec le Parti communiste, les autres partis de gauche n'ayant aucun maire dans le département, et nous nous sommes ainsi opposés aux listes de la majorité gouvernementale qui, en Savoie, sont conduites par ceux qu'on pourrait... en tout cas, des gens qui font partie de ces listes de la majorité gouvernementale, puisqu'on y compte le président du Conseil général, qui est M. Joseph Fontanet, ministre de l'Emploi, Pierre Dumas, ancien ministre, et également un député qui est le vice-président de l'Assemblée Nationale et qui s'appelle Delachenal. Tous ces gens-là, bien sûr, ont agi de telle sorte qu'ils ont été, disons, contraints à présenter leur propre liste, tout à fait homogène.

Au niveau du Conseil général, nous sommes parvenus, dans cette situation, à avoir deux élus.
Dans les autres collèges, nous avons pu obtenir un élu dans le 1er collège, celui des grandes communes du département, des 5 plus grandes communes, membre du Parti Socialiste, donc, et dans les 2 autres collèges, c'est à dire le 2ème collège des maires où la majorité gouvernementale avait présenté ses leaders, évidemment nous n'avons pas obtenu de succès, mais les résultats que nous avons enregistrés sont quand même très encourageants. Nous sommes à, disons, une dizaine de voix des gens qui ont été élus, membres de la majorité gouvernementale,
Dans le 3ème collège, eh bien nous n'avons pas eu d'élu également, mais les votes ont été extrêmement serrés et la liste de la majorité gouvernementale ne passe qu'avec une seule voix de majorité, si bien que nous avons pu, par cette action, démontrer qu'il existait dans le département, où le ministre Fontanet, par exemple, fait tous les efforts possibles pour faire disparaître les clivages politiques au niveau du Conseil général et au niveau des maires, nous avons pu montrer que l'opposition pouvait se regrouper sur des listes communes, des listes d'union de la Gauche, avec des membres du Parti communiste et du Parti Socialiste.
Nous avons bien d'autres actions à mener dans ce département de la Savoie et, notamment, en ce qui concerne les problèmes de l'emploi.
Peut-être avez-vous d'ailleurs entendu parler d'un certain nombre de problèmes qui dépassent maintenant largement le cadre du département. Certaines usines ferment et le licenciement de leur personnel demande à ceux ci de se déplacer à Rouen, un peu partout en France. C'est une véritable déportation et cela touche, en plus, des localités qui vivent énormément sur l'activité de ces usines, surtout le personnel employé par ces usines.
D'autres, comme certaines usines du groupe Ugine, envisagent de supprimer un nombre très important de leurs emplois en Savoie pour les transporter à Fos-sur-Mer.
Enfin, actuellement, une velléité est en cours, depuis un mois bientôt, à l'atelier de fonderie de précision des aciéries de Saint Michel, de Maurienne, qui est une filiale du groupe Renault, et ceci nous préoccupe énormément.
Dans le domaine de l'emploi, la fédération de la Savoie est à l'initiative de la création de Comités de défense de l'emploi, qui fonctionnent en association avec les syndicats ouvriers, C.F.D.T., C.G.T., F.O., l'Education nationale, la F.E.N,, les Partis politiques : Parti Socialiste, Parti communiste, P.S.U,, et même actuellement des unions commerciales puisqu'elles étendent maintenant leur secteur d'activité à tous les emplois et non pas seulement à des emplois industriels et représentent également des syndicats agricoles.
Actuellement, ces Comités de défense de l'emploi étudient et construisent des dossiers très importants sur toutes les perspectives de développement ou de récession économique dans le département, et il est bien certain que la fédération de Savoie du Parti Socialiste étant à l'origine de la création de ces Comités de défense de l'emploi, pourra exploiter tout à fait à son aise ces dossiers dès qu'ils

seront terminés.
Dans un autre domaine, l'information et la presse, nous pensons collaborer sur le plan régional, avec l'ensemble des fédérations départementales de la région Rhône-Alpes.
Enfin, sur le plan départemental, nous collaborons et nous participons à la plupart des manifestations et des actions menées dans le cadre du mouvement de la paix ; un de nos adhérents du. Parti Socialiste est d'ailleurs membre du Conseil national du mouvement de la paix.
Quelques observations maintenant sur le fonctionnement et le travail du Contre national.
Le Conseil fédéral de Savoie, qui s'est réuni jeudi dernier, me demande de faire-part de sa satisfaction au travail accompli par l'équipe en place, l'animation exceptionnelle et la présence du Parti dans tous les grands problèmes nationaux et internationaux.
Quelques problèmes subsistent cependant : - L'absence du Parti dans certaines consultations électorales partielles et, notamment, à, Royan, sont pour nous mal expliquées et nous demandons d'avoir des explications plus détaillées,
En ce qui concerne maintenant le problème de la circulation des informations entre les Secrétariats, la fédération de Savoir a fabriqué un petit opuscule qui contient tous les renseignements nécessaires à la connaissance de cette fédération et, bien sûr, le Contre national a eu des exemplaires de ce petit opuscule.
Eh bien, je ne sais pas par quel hasard, ce document ayant été envoyé dès la mi-novembre au siège national, vers la fin décembre on me demandait encore le nom du Secrétaire fédéral à l'information, alors qu'il est inscrit en toutes lettres dans ce document.
Quelques mots en ce qui concerne le projet de programme que nous devons étudier dans les semaines qui viennent.
Les militants du Parti, en Savoie, pensent que le temps qui leur est réservé pour étudier profondément tout ce projet de programme est un peu court.
Cependant, il faut noter leur décision et leur volonté de travailler profondément ce programme puisque j'assistais avant de partir prendre le train, hier soir, à une réunion de section à Chambéry et, d'un commun accord, tous les membres participants ont delà décidé de se réunir régulièrement tous les vendredis jusqu'à la Convention nationale des 11 et 12 mars.
Un dernier problème : il s'agit cette fois d'un problème de finances.
Nous savons que le budget du Parti est très limité et que ce Parti ne vit que par ses cotisations. Cependant, je suis mandaté par le Conseil fédéral de Savoie pour poser cette question : Quelle est cette organisation qu'on appelle "les Amis du Parti", dont on parle sous le manteau et qu'évoquent certains journaux ?
Est-il vrai qu'elle gère des biens immobiliers du Parti ? Si qui, pourquoi cette gestion n'est-elle pas conque de l'ensemble des membres du Parti ?
Voilà la dernière question que je voulais poser et j'espère que quelqu'un ici me répondra car je suppose qu 'il n'y a pas que des Amis du Parti, mais également des membres à part entière.

Fondation Jean Jaurès

Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Thorelle, de la Somme, et ensuite à Hugon, de l'Hérault.

Thorelle (Somme)

Camarades, je serai assez bref. Je ferai d'abord le point sur la fédération de la Somme qui, à l'heure actuelle, est sur le point d'atteindre ses 1000 adhérents, et avec une progression d'environ 15% par an.
Je suis mandaté par ma fédération pour demander à la Convention de se prononcer sur deux vœux.
Le premier vœu, unanime dans la fédération, c'est que tout membre du Comité directeur ou parlementaire, devrait obligatoirement tenir au moins une fois par mois une réunion en dehors de leur fédération.
Nous sommes, dans la Somme, un peu privilégiés, puisque nous avons un membre du Comité directeur qui est un parlementaire, mais il est des petites fédérations qui n'ont pas cette chance et, dans ces petites fédérations, il y aurait ainsi au moins 2 réunions d'information par mois. Je pense que cela pourrait faciliter le recrutement de ces petites fédérations.
(Applaudissements)
Le deuxième vœu est à propos du programme. Nos camarades ont jugé, afin que le débat sur le programme du Parti soit plus démocratique, qu'il soit possible de discuter les textes émanant des fédérations et des sections, dans un numéro spécial du Bulletin intérieur.
C'est d'ailleurs sur ce deuxième vœu qu'est intervenu le vote pour le quitus, où la minorité de la, fédération de la Somme a voté contre le quitus, alors que la majorité a voté pour.
Merci, camarades.

Le président - Je remercie Thorelle de sa brièveté qui est un exemple pour les suivants.
La parole est à Hugon, de l'Hérault et, ensuite, à Mexandeau, du Calvados.

Hugon (Hérault)

Mes chers camarades, vous avez l'habitude de voir à cette tribune d'autres orateurs représentants la fédération de l'Hérault. C'est sans doute le signe que certaines transformations se sont effectuées et que l'on éprouve un besoin de restructuration et de reprise de divers problèmes.
Dans la fédération de l'Hérault, nous pouvons dire que la mise en place des Instances fédérales s'est passé relativement facilement. Le climat du Midi ne nous a pas incités à de très longues discussions et très rapidement, nous avons pu mettre en place après un Congrès, notre Commission exécutive et notre Bureau fédéral. Le Bureau fédéral et la Commission exécutive comprennent

Fondation Jean-Jaurès

environ 50% de nouveaux membres, c'est dire la place qui a été faite à un renouvellement.
Le Secrétaire fédéral sortant, notre camarade Allies, a été maintenu à la quasi-unanimité au poste de Premier secrétaire fédéral, ceci pour bien manifester le désir d'amalgame des divers courants de pensée qui nous animent depuis Epinay. Nous souhaitons cependant que les tendances qui se manifestent et qui se sont manifestées soient pour l'année qui vient beaucoup moins prises en considération de manière à ce que nous puissions nous livrer au travail de recrutement qui est une de nos principales taches pour l'avenir.
Notre organisation fédérale a été calquée sur l'organisation nationale à quelques points près, notamment pour les problèmes qui n'intéressent que l'organisation nationale. Nous pouvons dire que le Bureau fédéral travaille dans un excellent état d'esprit, que chacun s'efforce d'apporter sa pierre à la construction Socialiste dans le département et à la reprise de ce recrutement qui nous tient tant à cœur.
Au point de vue effectif, la fédération de l'Hérault se maintient depuis quelques années à un chiffre à peu près stationnaire, les apports de l'année compensent les quelques pertes que nous pouvons enregistrer. En revanche, le travail qui a été accompli depuis Epinay peut nous permettre de penser très raisonnablement que la fin de l'année 1972 verra une amélioration de nos effectifs de l'ordre d'environ 20%.
Le Parti, dans l'Hérault, et sur le plan national, a besoin de travailler car l'apport que nous avons obtenu en 1971 est certainement un apport de dynamisme mais n'est pas un apport de recrutement très important.
11 faudrait que nous allions de plus en plus vers la base et il faudrait que de plus en plus nous nous efforcions de recruter parmi le milieu ouvrier, parmi le milieu de l'exploitation paysanne, surtout dans notre département. L'apport actuel se caractérise par un dynamisme certain, bien souvent par un intellectualisme très poussé mais qui est très difficilement sensible à la base et qui n'apporte pas aux futurs adhérents du Parti Socialiste cette conviction indispensable pour adhérer d'une manière définitive, d'une manière durable et dans l'objectif d'un travail très poussé.
Nous souhaiterions que de plus en plus, les instructions du Parti, les circulaires que nous recevons, les argumentations qu'on peut nos fournir soient des argumentations beaucoup plus sensibles à l'échelon le plus inférieur, à celui où peut-être nous manquons le plus d'arguments précisément.
Je voudrais vous dire également que nous avons eu le très grand plaisir, dans l'Hérault, la très grande satisfaction de recevoir la visite de notre Premier secrétaire national, notre camarade François Mitterrand, qui très aimablement est venu passer deux jours dans notre département. Il a eu à cette occasion la possibilité de donner trois conférences publiques : une en milieu relativement calme, une dans une ville dont la municipalité est communiste et où cependant la salle a parfaitement suivi son exposé et a parfaitement joué le jeu, une troisième enfin au chef lieu de notre département à Montpellier où notre camarade Mitterrand a véritablement, comme nous dirions chez nous et avec la partie de

Rugby qui se joue aujourd'hui, a mis le paquet et a eu une contradiction très sérieuse mais a facilement trouvé des arguments pour répondre et pour éviter les incidents qui se sont manifestés à ce moment-là.
L'assistance était nombreuse, relativement disciplinée, très intéressée par tout ce qu'il pouvait nous dire et nous avions l'impression qu'un courant de sympathie se manifestait entre les auditeurs et notre Premier secrétaire. C'est une chose très importante, car voyez-vous, à une époque où la personnalisation joue un rôle très grand, il est indispensable que notre camarade François Mitterrand reçoive l'appui de nous tous et notamment l'appui des masses qui ne sont pas encore Socialiste mais qui ne demandent qu'à le devenir. Il faut que nous l'aidions, il faut que nous essayions de faire passer entre elles et lui un courant indispensable à la restructuration de notre Parti.
Notre camarade François Mitterrand a également tenu une conférence d'information à l'usage des militants du Parti et de certains sympathisants, notamment des maires du département, qui après sa visite, ont souhaité se rapprocher de nous et c'est d'un très bon aloi. Je souhaite pour tout le monde, pour tous les départements pour toutes les fédérations que François Mitterrand puisse, pendant 48 h leur apporter l'effort qu'il nous a consenti. Je sais que ça lui est très difficile, mais chaque fois qu'il le fera, son dynamisme, sa popularité et la nôtre, ne feront qu'un pour s'agrandir.
Je voudrais également vous dire qu'un point très important pour les fédérations, et l'orateur qui m'a précédé l'a également indiqué, est le problème de finances.
Il serait agréable qu'au niveau des Instances nationales, non contents de se pencher sur le problème des finances nationales, on veuille également se pencher sur le problème des finances départementales et peut-être indiquer aux fédérations quelles sont les possibilités de financement, de façon à ce qu'elles puissent mener une action beaucoup plus importante, beaucoup plus vigilante, beaucoup plus dynamique que ce qu'elles peuvent avoir actuellement. C'est une simple suggestion, je sais bien que c'est un problème très grave pour le Parti, je suis persuadé que tous unis nous arriverons à le résoudre.
Au point de vue programme et études du programme dans le département, nous avons décidé de constituer des équipes de quatre ou cinq, qui se réuniront par canton et informeront les militants Socialistes, chaque orateur, chaque conférencier ayant à sa charge une partie du programme.
Mais, à ce sujet, je voudrais faire un appel aux instances nationales pour bien leur dire que leur lexique doit être au niveau du militant moyen. Il est très difficile, quand vous préparez, quand vous présentez un programme de l'importance de celui que nous aurons à soumettre à l'étude de nos sections, de l'expliquer, de le commenter. Quand vous passerez à la rédaction définitive, n'oubliez pas que nous sommes un parti qui ne relève pas seulement de cadres, d'employés, de techniciens, mais en réalité dans sa plus grande partie et il le faudrait, d'ouvriers et de paysans à qui il faut tout de même que l'on puisse expliquer certaines choses ou qui puissent le comprendre à la simple lecture de la brochure que nous pourrons leur donner.
Sur le plan du rapport que nous a présenté notre camarade Mauroy, la fédération

de l'Hérault est heureuse de s'associer entièrement ; elle comprend très bien l'importance du travail qui a été fourni par la fédération nationale ; elle comprend très bien les difficultés auxquelles elle a dû se heurter. Nous aussi, nous avons à nous plaindre du fichier. Nous avons à nous plaindre de certains renseignements qui ne nous viennent pas; nous avons à nous plaindre notamment que la fédération nationale a travaillé seulement à l'échelon le plus élevé, qu'elle a bien souvent travaillé dans le cadre du Secrétariat, du Comité directeur, mais nous lui reprocherons quand même au nom de la fédération de l'Hérault, bien souvent de ne pas être allé un peu plus loin et de nous avoir consulté à l'occasion sur certaines discussions sur certains points où peut-être nous aurions pu émettre certains avis qui lui auraient été utiles et que nous aurions souhaité lui donner.

Pour les observations générales je me rallierai et la fédération de l'Hérault se rallie aux observations présentées par notre camarade Quilliot. En gros, il a apporté les observations que nous aurions souhaité nous-même pouvoir apporter. Nous pouvons cependant parler de la presse pendant quelques instants.

La fédération de l'Hérault a trouvé peut-être à tort évidemment que le titre qui avait été donné à l'hebdomadaire, était un titre restrictif ou alors exagéré, L'unité de quoi ? Pour qui ? Par quoi ? Est-ce que c'est l'unité avec les communistes ? Est-ce que c'est l'unité du monde Socialiste ? Nous avons pensé que ça n'était pas un terme de journal qui peut être quand même un journal de combat, un journal d'organisation, un journal, de prise de position.

Nous aurions souhaité que ce titre soit plus évocateur, plus imaginatif. Vous nous en excuserez en pensant que nous avons le tempérament méridional et qu'évidemment pour nous les mots sont toujours un prétexte à quelque magie.

Mais nous regretterons également et nous sommes étonnés que le Comité directeur et le Secrétariat aient annulé tout au moins d'après ce que nous en savons, la parution du bulletin Socialiste. Le bulletin Socialiste était depuis longtemps sous ses diverses formes, depuis de nombreuses années, le lien qui unissait 2, 3 ou même 4, fois par semaine, le Comité directeur et le Secrétariat du Parti aux fédérations, ce qui permettait aux fédérations très rapidement, d'avoir une vue des événements nationaux ou internationaux, des événements politiques, des événements sociaux et ce qui permettait au secrétaire fédéral ou maintenant au Premier secrétaire fédéral, de saisir le bureau très rapidement des problèmes posés et de leur indiquer quelle était la ligne de conduite du Parti.

Aujourd'hui, nous allons recevoir un nombre impressionnant de revues, de journaux, dans lesquels nos militants se perdent un peu car l'unité, le combat Socialiste, etc., cela en fait beaucoup et on sollicite souvent le militant. Nous voudrions quant à nous, que nous en revenions au bulletin Socialiste ou tout au moins à quelque chose qui le remplacerait c'est-à-dire des circulaires qui paraîtraient chaque jour et qui nous permettraient d'être parfaitement à jour.

J'en terminerai très rapidement en parlant de la presse régionale. Comme tous les camarades qui se sont succédés à cette tribune, nous aussi avons notre journal régional qui s'appelle le "Midi Libre" et qui évidemment nous fait la satisfaction de passer certains de nos communiqués ; nous n'avons pas trop à

nous plaindre mais nous souhaiterions toujours plus, bien sûr. Cependant, certains de nos camarades du Comité directeur ou du Secrétariat écrivent dans ces journaux et nous voudrions leur faire un appel pour que :
D'une part, puisqu'ils écrivent sous la forme d'une tribune libre, ils fassent l'effort de ne jamais sauter leur tour, même s'ils doivent nous demander, à la fédération de l'Hérault, quels sont les textes que nous souhaiterions voir paraître.
D'autre part, nous voudrions qu'ils présentent les problèmes de politique avec des aspects régionaux qui touchent beaucoup plus le militant Socialiste.
J'espère que la discussion sur le programme nous satisfera tous et que notre parti, sur le plan national et sur le plan départemental, retrouvera le plein effectif que nous lui souhaitons.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mexandeau, du Calvados. J'invite les orateurs à réduire leur temps de parole.

Louis Mexandeau(Calvados)

Mes chers camarades, puisque cette Convention nationale est consacrée notamment au bilan d'activités des six premiers mois qui ont suivi Epinay, je suis bien obligé de donner quelques renseignements concernant mon département. Si l'on s'en tenait à la confrontation des résultats chiffrés, des adhésions chiffrées du début de 1971 et du début de 1972, on constaterait que les effectifs du Calvados ont sextuplé, ont été multipliés par 6. Seulement, ce ne serait pas tout à fait honnête puisque depuis Epinay, le fort contingent des conventionnels a rejoint le Parti Socialiste pour former une nouvelle organisation, de sorte que nos effectifs n'ont fait que doubler depuis Epinay.
Si l'on considère le nombre des sections, de 5 ou 6 sections nous sommes passés à 14. Ce sont donc des résultats qui sont encourageants et qui sont dû à deux choses : d'abord à l'ancienneté du travail qui avait été fait pour reconstruire le courant Socialiste dans les départements, à partir notamment - je m'en excuse - de la convention des Institutions Républicaines depuis 1966, ensuite aux efforts qui ont été faits depuis pour parfaire l'organisation du travail.
En effet, le rythme de travail de notre fédération, je crois, est assez élevé. J'entendais tout à l'heure des camarades qui parlaient de réunion de Commission exécutive tous les deux mois ou de bureau tous les mois, cela nous paraît je crois, insuffisant puisque c'est tous les huit jours que la Commission Exécutive du département se réunit, ce qui nous permet de suivre constamment l'évolution du Parti dans tout le département.
C'est aussi grâce, bien sûr, au dévouement ; comme toujours, il n'y a pas de miracle, mais c'est toujours quand même une minorité de camarades, à qui nous avons su attribuer des responsabilités bien précises, des responsabilités techniques s'agissant de la formation, s'agissant de l'implantation, de l'action, des rapports avec les syndicats avec la presse, etc. Je crois que vraiment là, si nous ne mettons pas l'accent sur la formation et surtout sur la confiance que

nous pouvons consentir aux camarades, ils ne deviendront jamais des militants et je crois que cette attitude facile mais à laquelle nous succombons - et moi le premier - veut dire : "Ah quel travail nous avons lorsque nous recevons notamment les circulaires du Secrétariat national qui fournit, semble-t-il un travail immense et lorsqu'en même temps nous nous plaignons du manque d'effectifs.
Je crois qu'un travail de persuasion extrêmement patient, extrêmement amical en même temps auprès de camarades qui n'ont pas encore de responsabilités, permettrait d'élever considérablement le niveau d'efficacité du Parti.
Nous avons au bilan de l'action peut-être un peu moins fait qu'au niveau même du recrutement tout simplement parce que les tâches de recrutement nous ont largement absorbés comme les tâches de formation. Nous n'avons fait qu'un stage fédéral, mais d'autres sont prévus.
Pourtant, il y a deux points sur lesquels nous devons insister : nous avons, il faut le dire, consacré une partie du temps à la préparation de la première rencontre nationale sur l'agriculture ; à ce propos, d'ailleurs, je dois vous dire et faire mon autocritique, que les rapports qui nous sont demandés par certains camarades sortiront incessamment, mais que la défaillance m'incombe principalement, voilà ce que c'est que de vouloir trop accaparer de travail on arrive pas à le faire à temps.
Il y a un autre point que certains camarades ont soulevé, c'est l'impression désagréable d'inopportunité que peut revêtir au yeux des militants de la base l'exaspération artificielle des querelles de tendances au niveau national. Je crois que là vraiment je m'adresse à mes camarades secrétaires de fédérations, vous savez bien que ces querelles de tendances n'intéressent que très peu les adhérents et je dirai, heureusement. Ils sont confrontés à tant de difficultés au sein du Parti, en ce qui concerne les tâches les plus modestes, les plus humbles, les problèmes d'emploi, de logement, d'école, les problèmes quotidiens sont là, présents, qui les assaillent, qui requièrent tout leur dynamisme, quand ils en ont, que vraiment les querelles de tendances nous apparaissent, et leur apparaissent comme du luxe, comme quelque chose qui serait projeté, il faut bien le dire, parfois de cercles parisiens qui ignorent la réalité du combat militant et du combat quotidien.
Alors, s'il y a un vœu que nous pouvons faire, et que je peux formuler au nom des camarades, c'est de demander à ceux qui, au-delà du nécessaire débat d'idées - il est normal que la discussion du programme soit l'objet d'une large confrontation - entretiennent des querelles, de mettre fin à ces querelles personnelles, de mettre fin aux rancœurs, de mettre fin à cet effort que l'on sent parfois chez certains camarades de remettre en cause les résultats acquis.
Il y aura un Congrès dans deux ans, d'ici là j'espère q,ue nous consacrerons toute notre énergie à travailler pour le Parti.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, écoutez dans le plus grand silence, les conversations peuvent être utiles, mais elles peuvent avoir lieu hors de la salle.

Mexandeau - Troisième point, c'est un point particulier, mais cela rejoint le combat quotidien dont je parlais, c'est l'action en faveur des libertés.
Le Parti a mis à l'ordre du jour pour le mois de janvier une action générale en faveur des libertés. Alors, nous, dans le Calvados, nous avons un exemple que nous n'avons même pas eu à chercher, car il était tellement scandaleux qu'il s'imposait à tous, c'est l'affaire de Guy Robert.
Nous avons distribué à la plupart des fédérations, il manque tout de même quelques circulaires, un texte sur l'histoire de ce syndicaliste qui a été évincé de son entreprise, parce qu'il était syndicaliste, à son retour du service militaire et sur lequel les Confédérations, la CGT comme la CFDT ont polarisé leur effort comme illustration des libertés syndicales.
C'est à ce titre que Georges Séguy et maire sont venus tenir un meeting à Caen devant des milliers de personnes. C'est à ce titre qu'ils ont relancé une campagne de soutien, car Guy Robert n'a plus que 20 000 anciens francs par mois pour vivre.
Pour donner un tour plus concret à notre campagne, pour les libertés, ce sont de telles affaires qu'il faut promouvoir, faire connaître et l'affaire Guy Robert qui sensibilise aujourd'hui, non seulement les camarades de la CFDT, mais les camarades syndiqués et toute la classe ouvrière, et pas seulement dans le Calvados, mais dans tout l'Ouest et dans une partie de la France a fait que lors du Congrès de la Magistrature ce cas a été discuté pendant des heures, que le petit livre qui, malheureusement, ne figure pas dans les tables de presse, a été l'objet de plusieurs tirages depuis plusieurs semaines.
Nous souhaiterions que le Parti s'empare de cette affaire Guy Robert et qu'il en fasse à tous les niveaux, localement dans les entreprises, mais aussi au niveau national, en ce qui concerne les débats parlementaires, un symbole, un symbole de ce que peut et veut le Parti pour la défense des libertés.
Nous avons édité une petite vignette que nous tenons à la disposition des fédérations, il y a un dépliant, ce livre pour plus ample information sur ce scandale qui est une sorte de petite affaire Dreyfus. Il y a de multiples décisions de justice qui, normalement, devraient imposer la réintégration et arriver à la condamnation des gens de la SAVIEM qui ont licencié Guy Robert, mais on constate qu'au mépris de ce qui est marqué au frontispice des prisons ou des mairies, il y a des gens plus égaux que d'autres et que là où des militants syndicalistes ou politiques seraient condamnés lourdement, des patrons jouissent d'une impunité presque totale.
Si nous voulons que le Parti Socialiste redevienne un parti de classe, un parti militant, combatif, nous pensons et nous souhaitons que cette affaire là soit mise à l'ordre du jour.
Je me permets de proposer une motion à la Convention nationale sur cette affaire qui est la suivante :
"La Convention nationale du Parti Socialiste, réunie le 15 janvier 1972, sur proposition des fédérations du Calvados, de la Manche et de l'Orne, considèrent que la non-réintégration, à l'issue de son service militaire, de Guy Robert,

militant syndicaliste, délégué syndical, constitue une atteinte inadmissible aux libertés syndicales?
"La Convention constate qu'en dépit de multiples décisions de justice en sa faveur, Guy Robert n'a pas été réintégré à ce jour à la SAVIEM, aussi elle invite les fédérations et les sections, comme les militants, à soutenir la campagne nationale de protestation et d'action entreprise par les organisations syndicales et d'en faire une illustration de sa campagne pour la défense des libertés.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Eledjam, Vaucluse.

Eledjam (Vaucluse)

Je prendrai, moi aussi, le temps de parler de ma fédération, de mon département, qui, en l'espace de trois ans, a doublé le nombre de ses effectifs : 350 le 1er janvier 1971, 600 à Epinay et 780 à ce jour. Le Bureau fédéral et le Conseil confédéral sont composés d'une moyenne d'âge de 38 ans.
Ceci a pu être réalisé grâce au dévouement et en la croyance de tous les camarades réunis au Parti Socialiste depuis plus de trois ans, époque de rénovation du Parti.
La presse : sur la presse, nous avons quelques suggestions à faire.
Tout d'abord, nous pensons, nous aussi, qu'il serait peut-être nécessaire de consacrer une rubrique sur le plan régional pour entretenir les lecteurs, attiré par le Parti Socialiste, dans la région, dans la ville ou dans le canton. C'est à discuter, je sais qu'il y a eu des camarades qui ont dit désirer une presse nationale, mais nous pensons, nous, que si une presse nationale est bien, une presse nationale réservant une place pour les régions serait encore mieux.
Sur les Commissions d'étude, nous n'avons pu malheureusement participer à ces travaux, néanmoins pour l'avenir, nous formulons les souhaits suivants :
1 - nous demandons qu'avant tout travail de Commission d'étude, un travail soit proposé aux fédérations,
2 - nous demandons aussi, pour faciliter la participation des camarades des fédérations à ces Commissions, que le fichier SNCF de réduction de 20% leur soit envoyé,
3 - nous demandons aussi qu'une synthèse - et ceci est très important - à la fin de ces travaux soit envoyée aux fédérations,
4 - enfin, nous aimerions tout de même avoir la documentation avant et après.
Le programme - Sur le programme, la fédération unanime aurait souhaité avoir le programme un peu plus tôt de façon à pouvoir l'étudier et faire davantage de propositions.
Nous pensons, nous aussi, qu'il serait bon que tous les membres du Comité directeur et que tous les camarades parlementaires assurent aussi des réunions publiques dans les autres départements, car nous pensons qu'il est bon dans les départements d'avoir la voix du Parti sur le plan national.
Enfin, une petite critique ou une petite suggestion : nous avons remarqué tout au long des circulaires que le vouvoiement l'emportait sur le tutoiement. Nous

Congrès de Jean Jaurès

avons été assez choqués, il faut le dire, car nous pensons, et nous continuons à penser que le tutoiement au Parti Socialiste doit l'emporter sur le vouvoiement, et que si peut-être il y a eu une période où tous les camarades ont dû faire connaissance, dans le Parti de Blum et de Jaurès, le tutoiement doit l'emporter...
(Applaudissements)
Je terminerai sur le point de la trésorerie fédérale : on nous a rappelé ce matin à juste titre que nous avions encore une dette que nous réglerons. Il est vrai que les fédérations moyennes comme la nôtre ont eu énormément de frais, frais d'investissement, frais de propagande. Nous avons tenu exactement 69 réunions publiques en deux ans, monté 11 sections, acheté un local et nous sommes actuellement en pourparlers pour acheter une presse.
Voilà un peu la position du Vaucluse et nous aussi nous sommes pour un parti dynamique, attrayant, jeune et ouvert.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claude Estier, ensuite Vincent.

Claude Estier

Mes chers camarades, je voudrais à ce moment de la discussion, vous donner un certain nombre de précisions sur la presse, sur l'ensemble des problèmes de presse et répondre en même temps à un certain nombre de questions qui ont été posées depuis le début de la matinée, précisions qui me paraissent nécessaires, puisque, aussi bien, comme vient de le dire gentiment notre camarade de l'Hérault, il semble qu'il y ait des militants qui sont un peu perdus par le nombre impressionnant - c'est son expression, mais je pense qu'elle est un peu méridionale, car nous n'en sommes pas encore à un nombre impressionnant de publications - des publications, et peut-être est-il nécessaire, effectivement, de donner quelques précisions.
Alors, les voici :
En premier lieu, le Bulletin Socialiste qui paraissait sous la forme quotidienne, que vous connaissez, a cessé de paraître à la veille de Noël pour laisser la place à un véritable organe d'expression nationale, un véritable journal qui est celui dont vous avez le numéro 0 entre les mains et dont je vais dire quelques mots tout à l'heure.
Je sais, et cela a été dit, que certains camarades regrettent la disparition de ce petit bulletin qui, sous l'impulsion de Claude Fuzier, avait été maintenu au milieu de grandes difficultés et qui permettait une présence minime il faut bien le dire, mais quasi quotidienne de l'opinion du Parti Socialiste sur les grands événements.
Nous ne pouvons pas à la fois, il faut bien être réaliste sur ce plan, faire vivre un quotidien, même modeste et un hebdomadaire, et nous avons pensé qu'en tout cas dans un premier temps et en attendant d'avoir une assise plus solide, il était essentiel de donner au Parti un véritable journal. C'est pourquoi nous avons fait le choix de l'hebdomadaire, étant entendu que nous nous préoccupons de ce problème qui consiste à pouvoir, d'une façon rapide, réagir chaque fois que cela

Fondation Jean-Jaurès

serait nécessaire, sans attendre le rythme de la parution hebdomadaire.
Quoi qu'il en soit, donc, ce choix a été fait. Le Bulletin Socialiste quotidien a cessé de paraître et je précise que les abonnements en cours du Bulletin Socialiste ont été automatiquement transférés pour une durée équivalente au moment de l'abonnement sur l'hebdomadaire, c'est-à-dire pour être clair, que l'abonnement d'un an au bulletin Socialiste correspond grosso modo à un abonnement de six mois à l'hebdomadaire.
Ceci est une première chose.
Le titre même du Bulletin Socialiste n'a pas disparu, puisque, vous le savez, ou en tout cas un certain nombre d'entre vous le savent, et je m'explique sur ce plan, nous avons depuis octobre inauguré la formule d'un bulletin mensuel imprimé, qui contient en encart la documentation Socialiste et qui doit paraître mensuellement comme organe d'information de la vie interne du Parti.
Je dis bien interne dans les deux sens, car ce support nouveau doit permettre à la fois de diffuser l'information du siège national vers les fédérations, mais aussi des fédérations vers le siège national.
Alors, sur ce point, le Bulletin Socialiste mensuel qui nous parait répondre à une lacune, à un manque grave qui existait autrefois, a eu une diffusion très irrégulière quant aux deux premiers numéros qui sont sortis, et ceci m'amène à évoquer, tout au moins pour ce qui concerne la presse, le problème du fichier qui a été évoqué par certain d'entre vous.
Il est évident, et déjà sur ce plan, j'ai adressé il y a quelques semaines une circulaire à nos camarades secrétaires fédéraux, que sur ce plan nous avons eu une difficulté qui est, que le fichier de plaques adresses qui existait boulevard Magenta était un fichier tout à fait périmé par rapport à la situation réelle du Parti et tout à fait insuffisant puisqu'il ne comportait en réalité que 17 000 plaques-adresses.
C'est la raison pour laquelle beaucoup de camarades militants et adhérents du Parti, et surtout les nouveaux adhérents n'ont pas reçu comme ils l'auraient dû, le Bulletin mensuel d'octobre et de novembre.
Devant cette situation, nous ne pouvions que constater qu'à l'usage, car il est très difficile quand on se trouve devant un certain nombre de milliers de plaques adresses de savoir si elles correspondent réellement aux adhérents du Parti, devant cette situation, nous avons repris l'affaire à zéro et nous avons constitué dans le cadre du lancement de l'hebdomadaire un fichier qui est fondé sur les méthodes modernes d'informatique, c'est-à-dire un fichier qui fonctionnera sur ordinateur.
Ce fichier comportera tous les adhérents du Parti, il comportera aussi un certain nombre de sympathisants que nous voulons démarcher, en quelque sorte, prospecter pour recueillir des abonnements à l'hebdomadaire. Si bien que ce fichier, en quelque sorte, servira à un double usage : grâce aux modifications qui sont possibles sur ordinateur, il pourra servir à envoyer à titre de prospection l'hebdomadaire à 80, 90 ou 1000 000 personnes, et il pourra servir, et il servira dès le mois de février, à servir chaque mois le bulletin mensuel imprimé à tous les adhérents du Parti dont nous pourrons véritablement avoir le retour des

volets de cotisations.
Ceci est un fait précis. Jusqu'à maintenant, la responsabilité était souvent aux fédérations qui n'avaient pas retourné leurs volets, mais c'est vrai aussi que les volets retournés n'avaient pas été enregistrés dans le fichier de plaques adresses qui était boulevard Magenta.
Voilà l'explication et je peux dire qu'à partir de février, le bulletin mensuel imprimé sera servi à tous les adhérents.
En troisième lieu, il existe depuis trois mois également un mensuel qui s'appelle "Le Combat Socialiste" et qui est plus spécialement orienté vers le soutien de l'action des groupes et des sections d'entreprises, qui d'ailleurs a connu dans la vente militante, vous le savez déjà, un très grand succès.
J'ouvre une parenthèse pour dire que tout ceci ne supprime nullement le Bulletin Intérieur ronéotypé sous la forme habituelle - il n'a pas été envoyé en décembre mais il vient d'être envoyé en janvier - Bulletin intérieur qui est servi a ce que l'on appelle les cadres, les responsables du Parti et qui contient les directives, les informations, les circulaires, tel que cela a toujours fonctionné. Ce Bulletin Intérieur continue, sans aucune modification.
J'en arrive enfin à la pièce maîtresse de la réorganisation de notre presse, qui est évidemment la création de l'hebdomadaire que vous avez entre les mains, dont le titre choisi a été tout à l'heure critique ou regretté par un camarade.
Vous savez que le choix d'un titre est toujours un problème extrêmement difficile ; nous avons nous-mêmes discuté pendant très longtemps avant de nous arrêter à une formule. Je tiens à préciser à notre camarade de l'Hérault que l'Unité dont il s'agit, c'est l'Unité des Socialistes et cela figure d'ailleurs, peut-être en trop petit, dans le titre même du journal. Mais je tiens surtout à dire qu'un titre, avant que le journal existe, est toujours sujet à caution et toujours discutable. De deux choses l'une : ou bien le journal réussit et le titre devient très bon ou bien le journal ne réussit pas et alors le titre, malheureusement, n'a sur ce plan qu'une importance secondaire»
Voici, camarades, quelques précisions sur l'hebdomadaire.
Il est fait, vous le savez, vous l'avez vu en le feuilletant, par une équipe de journalistes, autour desquels nos voulons organiser la collaboration de tous les camarades du Parti qui voudront participer, sans aucuns espèce de discrimination quant aux différents courants qui existent dans le Parti. C'est un journal ouvert à tous. Mais, à partir de là, je voudrais que les choses soient très claires.
J'ai entendu ce matin les réflexions faites, par exemple, par notre camarade Perussel, qui disait que le journal tel qu'il en a vu l'exemplaire n°0 ne faisait pas assez de place aux fédérations ; c'est l'expression employée par Perussel. Alors, je veux dire, tout de suite, qu'il ne doit pas y avoir de confusion. L'hebdomadaire que nous vous présentons aujourd'hui et qui sera, si tout le Parti se mobilise aujourd'hui, le grand moyen d'expression de notre Parti, il ne peut pas être le bulletin officiel des fédérations. Ceci est un autre objet et le bulletin mensuel dont j'ai parlé tout à l'heure répond à cet objet de l'information fédérale.

Quilliot a très bien répondu à Perussel et si l'hebdomadaire devenait le bulletin officiel des fédérations, croyez-moi, chers camarades, il n'aurait pas une très longue vie car il n'est pas possible de faire un journal qui soit hypothéqué par les communiqués, les textes officiels, les annonces de réunions, que sais-je encore, la vie interne des fédérations.
Pour autant, des suggestions intéressantes ont été faites par au moins deux camarades, et je les remercie, je pense à ce qu'a dit Desgranges et à ce que vient de dire Eledjam.
Il est évident que si l'hebdomadaire n'est pas et ne peut pas être le bulletin des fédérations, il est important que dans chaque fédération un certain nombre de camarades se considèrent comme les correspondants du journal, ce qui veut dire qu'ils aient le contact avec nous, qu'ils nous donnent les informations qui leur semblent intéressantes, qu'ils nous alertent chaque fois qu'un problème se pose qui mérite une enquête ou qui mérite un reportage. Si nous avions une telle mobilisation dans chaque fédération nous pourrions effectivement avoir un hebdomadaire qui traite, de façon journalistique et efficace, les problèmes des régions, comme le souhaitait Eledjam, c'est-à-dire qui puisse être lu par un public également non-membre du Parti mais intéressé directement aux problèmes traités.
Voilà, en tout cas, comment je crois qu'il faut concevoir cet hebdomadaire ce n'est pas le bulletin officiel du Parti mais tous les camarades qui entendent et qui souhaitent participer à son animation ou à sa rédaction sont, bien entendu, les bienvenus.
En ce qui concerne la diffusion du journal, il y aura trois modes, sachant que le premier numéro sera tiré à 60 000 exemplaires :
La vente dans les kiosques, dont je dis tout de suite que nous n'attendons pas grand chose. Vous savez comment fonctionne en France le système des messageries, il est évident qu'il faut vendre un très grand pourcentage de ce que l'on dépose aux messageries pour commencer à en tirer un minimum de bénéfices. Nous serons, cependant, vendus dans les kiosques et dans les librairies car c'est une présence nécessaire et l'on ne concevrait pas que nous soyons absents des grands points de vente qui existent à travers la France.
Nous comptons, en second lieu, sur la vente militante, c'est-à-dire la vente directe faite par les sections. C'est ce qui a déterminé le jour de sortie du journal, le vendredi, de façon à ce qu'en fin de semaine, le samedi et le dimanche, les sections qui le voudront puissent organiser la vente militante. Je dois dire, à ce sujet, que beaucoup de camarades nous ont déjà passé des commandes ; je pense, je ne devrais pas le dire, mais je le dis franchement - que certaines estimations sont optimistes, mais elles montrent en tout cas un considérable effort de bonne volonté et de mobilisation dès le départ pour la vente du journal.
J'insiste maintenant sur le troisième mode de diffusion, car celui-là est fondamental, Pierre Mauroy en à déjà parlé ce matin. Ce journal vivra s'il peut, en quelques mois, obtenir suffisamment d'abonnements. L'objectif que nous nous sommes fixé, c'est 10 000 abonnés avant la fin de cette année. Je dis,

Fondation Jean Jaurès

camarades, étant donné ce qu'est aujourd'hui le Parti Socialiste, étant donné qu'une grande partie de ces abonnés se recruteront aussi en dehors du Parti, que cet objectif, qui est nécessaire pour assurer l'équilibre de notre journal, est un objectif qui n'a rien d'utopique, qui est même un objectif qui doit être atteint aisément si, dans l'ensemble du Parti, on considère que c'est une tâche primordiale de faire vivre le journal qui sera notre moyen d'expression.
Vous avez un rôle décisif à jouer, bien sûr, pour cette campagne des 10 000 abonnés et vous avez pu trouver dans les chemises qui vous ont été données un matériel que nous avons édité tout exprès pour cela. J'insiste, en particulier, sur l'intérêt du carnet à souches qui vous a été distribué, ce carnet à souches que vous pouvez avoir sur vous et qui vous permet de faire des abonnements chaque fois que vous rencontrez quelqu'un qui semble susceptible de s'intéresser à notre journal. Nous aurons naturellement ce matériel à votre disposition, dans la quantité que vous voudrez.
En conclusion d'un article qu'il écrit dans ce n°0 sur l'histoire de la presse Socialiste, Claude Fuzier dit que le Parti ne peut avoir de presse que si les Socialistes veulent réellement qu'il en ait une et s'ils acceptent les sacrifices qu'un tel choix implique. Je fais entièrement mien ce postulat et je vous demande aujourd'hui, en même temps que les suggestions et les critiques que certains d'entre vous ont déjà apportées, que d'autres apporteront d'ici la fin de la journée, de tout faire pour montrer que le Parti Socialiste est capable, face à la presse capitaliste, face aux grands moyens d'information dont dispose le Pouvoir, de faire vivre un organe hebdomadaire d'audience nationale.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Vincent, Haute-Vienne, ensuite Derosier.

Vincent (Haute-Vienne)

Mes chers camarades, en entendant les délégués des autres départements, je pense pouvoir affirmer que, d'une façon ou d'une autre, dans la Haute-Vienne, nous nous trouvons confrontés à des problèmes absolument semblables. Il est donc inutile de les répéter.
Je voudrais pourtant insister sur un des faits qui paraît exemplaire et qui n'est probablement pas particulier à la Haute-Vienne. Le changement de direction du Parti grâce au scrutin proportionnel, le dynamisme affiché dans l'action, la présence du Parti sur tous les terrains de lutte, ont certainement entraîné un afflux d'adhérents, mais, et j'y insiste, pas de changement profond dans les structures et les méthodes du Parti a l'échelon local. Le militantisme rejoint ce qu'il était, risquant ainsi de rester lié à l'électoralisme.
Je rejoins ici les remarques que j'avais déjà faites à Epinay sur les structures et, surtout, sur la démocratie à l'intérieur du Parti. Or, on a tendance à considérer les membres du Parti comme des cotisants, nais non comme des militants. Pourquoi, dès lors, s'étonner des difficultés à confier à d'autres des responsabilités importantes, du désintérêt de nombreux sympathisants ?

Pourquoi s'étonner aussi que ces cotisants soient si réservés pour payer ? Il faut croire pour s'engager, il faut s'engager pour payer. Et pourtant, c'est le militant de base, par son action, qui fera rayonner le Parti qui, dès lors, pourra élargir ses bases et devenir majoritaire à l'intérieur de la Gauche unie.
En ce qui concerne la démocratie à l'intérieur du Parti, une initiative très intéressante a été prise à Limoges qui devrait être généralisée, c'est le vote à bulletin secret. Il va sans dire qu'un tel usage provoqué des surprises très instructives, prouvant bien que les opinions de chaque camarade ne sont pas toujours correctement exprimées dans l'ambiance des réunions publiques actuelles.
Enfin, pour terminer, permettez-moi de vous signaler que, dans la Haute-Vienne, certains aspects mesquins des luttes de tendances apparaissent beaucoup plus comme un processus de conservatisme que comme un processus de progrès, tout en considérant que, dans un cadre démocratique et au cours de discussions loyales, il soit souhaitable à chacun de donner son avis et de confronter ses opinions et ses idées à celles des autres. C'est certainement là une des conditions essentielles de la vie démocratique du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Derosier, ensuite Brun.

Bernard Derosier

Camarades, en commençant cette intervention je voudrais, avec les camarades de la fédération du Nord, me réjouir du climat qui anime cette première Convention nationale du Parti Socialiste depuis Epinay. Il est, en effet, significatif que les nombreux intervenants depuis ce matin ont été quasi unanimes pour reconnaître qu'un travail très important avait été fait au cours des six mois écoulés par la Direction nationale, et ce travail, mes camarades, s'il s'est fait, c'est parce qu'il profitait d'un élan résultant du succès de ce Congrès d'Epinay.
Pourtant, la fédération du Nord, fidèle à un certain nombre de traditions auxquelles nous sommes attachés, aurait pu émettre quelques réserves vis-à-vis de ces profondes transformations qui ont affecté et touché la vie de notre Parti depuis quelques mois, voire quelques années] Néanmoins, la fédération du Nord a accordé sa confiance à la direction du Parti. Cette confiance n'a pas été mal placée et nous ne le regrettons pas ; nous sommes tout prêts à encourager, dans les mois à venir, le Secrétariat national.
En effet, de plus en plus, le Parti occupe la place qui est la sienne sur le terrain politique. Ainsi, dans notre fédération, comme dans d'autres d'ailleurs, nous connaissons une augmentation des effectifs, dus à un recrutement important et dans des milieux nouveaux, des milieux qui nous souhaitons, bien sûr, toucher davantage de façon à ce que ces nouveaux camarades trouvent leur place dans le Parti surtout, puissent la garder. Quelques expériences de groupes Socialistes d'entreprise n'ont pas été très heureuses ; peut-être l'avenir contredira-t-il ces expériences qui sont certainement un nouveau terrain pour mener le combat

Collection Jean Poperen

Socialiste.
Cette crédibilité du Parti Socialiste a fait que, dans la fédération du Nord, le Parti a pu être le moteur d'un certain nombre de rencontres qui ont eu lieu entre les partis politiques, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, et les organisations syndicales, C.G.T., C.D.F.T., fédération de l'Education nationale pour la première fois, on a pu assister a des rencontres entre des formations politiques très importantes et très représentatives dans le département, pour la première fois également ces rencontres avaient lieu sur des problèmes d'ordre général de façon à permettre une confrontation d'idées et, pour la première fois encore, ces rencontres ont pu se situer dans un contexte régional, touchant ainsi les deux fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, et c'est avec plaisir que les militants Socialistes du Nord ont pu retrouver leurs camarades du Pas-de-Calais -sur un certain nombre de problèmes, au côté des organisations syndicales.
Mais cette confiance, camarades, n'exclut pas pour autant un certain nombre d'observations qu'il nous faut faire.
C'est ainsi que nous avons regretté l'importance qui peut être donnée par quelques camarades à l'organisation du Parti en courants de pensée ; ceci nous pose des problèmes sur le plan national - on les a évoqués ce matin et cet après midi~ mais sur le plan fédéral aussi quelques camarades consacrent trop de leur temps, à notre avis, à l'organisation de leur courant de pensée. Si chacun a le souci de sa propre chapelle ce n'est pas ainsi, camarades, que notre Parti connaîtra vraiment l'unité Socialiste que l'on évoquait auparavant à cette tribune.
Qu'on nous permette encore de regretter l'esprit qui a semble animer le premier numéro du mensuel "Le Combat Socialiste", premier numéro qui paraissait critiquer, par trop selon nous, nos élus. Nous avons fait des observations en temps voulu et nous espérons qu'à l'avenir nous n'aurons qu'à nous réjouir de ce mensuel.
D'autres reproches également en ce qui concerne un certain nombre de prises de position dans la presse à propos du programme, d'où qu'elles viennent. Il semble qu'il y ait là de nouvelles méthodes qui sont peu prisées des militants de la fédération du Nord.
Reproches aussi sur l'organisation des conférences nationales, au cours desquelles on a pu permettre à un certain nombre de personnes, étrangères au Parti, cela pouvait être heureux, mais par trop rattachées à d'autres courants de pensée totalement différents du courant Socialiste, de s'exprimer. Je pense notamment à une conférence sur la culture, organisée à Paris, qui a permis à des militants pro communistes de s'exprimer au nom du Parti Socialiste.
Nous avons regretté également le malentendu qui a pu régner au moment du Congrès de la F.E.N. ; je ne n'étendrai pas davantage sur ce problème, je pense qu'il est en passe d'être réglé et que la prochaine organisation d'une rencontre des Etudiants Socialistes permettra d'aplanir un certain nombre de questions.
Enfin, pour conclure, je voudrais regretter l'audience plus ou moins grande que l'on semble accorder à une Confédération syndicale ouvrière dont le moins qu'on puisse dire est que son nouveau Secrétaire général ne figure pas forcément

parmi nos sympathisants les meilleurs. Je voudrais, mes camarades, qu'on n'oublie pas les nombreux militants du Parti Socialiste qui continuent leur action dans les rangs de Force Ouvrière.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Brun, Val d'Oise.

Brun (Val d'Oise)

Je voudrais vous apporter quelques informations sur la vie de la fédération du Val d'Oise, d'une part, et vous présenter d'autre part un certain nombre de critiques ou de regrets.
La fédération du Val d'Oise est une petite fédération, je le dis pour le Bureau national qui pourrait nous reprocher de ne pas toujours répondre aux nombreuses circulaires qu'il nous envoie, cette fédération comptait il y a très peu de temps, 270 à 280 membres. Elle est montée à 300 et elle n'a pas attendu le Congrès d'Epinay pour faire l'unité, elle l'a réalisée au moment du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
Ce qui explique qu'entre 1970 et 1971 ses effectifs soient restés stables, ils sont à l'heure actuelle de l'ordre de 450 à 460.
Sur ce nombre d'adhérents, incontestablement nous sentons incontestablement un certain courant, qui fait que nous recevons régulièrement des demandes, mais nous sommes aussi obligés de constater, est-ce l'effet du Congrès d'Epinay ou de certaines histoires, que nous avons perdu un nombre à peu près équivalent de militants anciens.
Et, si nous avons fait l'unité à Issy-les-Moulineaux, je pense que cela nous a été profitable, car nous avons créé, un an avant le Congrès d'Epinay, une équipe qui se retrouve aujourd'hui sensiblement la même.
Le regret que je voudrais formuler, et l'intervention de Mauroy ce matin m'a satisfait en ce sens qu'il a critiqué les clivages des tendances, concerne les difficultés que nous avons eues dans le Val d'Oise, qui ont trouvé malheureusement, je le dis, leur départ Cité Malesherbes. C'est regrettable et c'est pourquoi je le dis, parce que j'estime qu'il faut en prendre note, afin que cela ne se renouvelle pas.
Dans le domaine des critiques que je ferai ce soir, il en est une en particulier, qui soulève actuellement un certain mécontentement au sein de cette fédération, c'est le fait que le programme du Parti ait été diffusé à la presse et ait été connu à l'extérieur du Parti, avant que les militants ne l'aient reçu... (quelques applaudissements)
J'ai reçu un certain nombre de motion des sections de cette fédération, qui regrettent toutes, cet état de fait et je dois vous dire que la Commission exécutive de département du Val d'Oise, a voté la semaine dernière cette motion à l'unanimité moins une abstention.
Il y a aussi un certain nombre de camarades qui digèrent mal ou qui ne digèrent pas complètement et quelquefois pas du tout, que certaines interventions à l'extérieur du Parti, puissent faire croire que le Parti a une position, alors qu'ils

n'en ont pas décidé et je vais faire allusions là, puisque je suis mandaté pour le faire, au fait que bon nombre de camarades ont cru comprendre un jour que le Parti avait décidé que sa position serait l'adoption du scrutin à la proportionnelle, alors qu'ils n'en avaient jamais discuté.
Je voudrais enfin et pour terminer, présenter un regret, c'est que depuis un certain temps, les fédérations et les sections n'ont pratiquement plus connaissance des comptes-rendus, soit du Comité directeur, soit du Bureau du Parti et bon nombre de camarades aimeraient bien qu'on en revienne aux méthodes anciennes et que régulièrement, une fois tous les mois ou tous les deux mois, nous ayons des comptes-rendus du Comité directeur et du Bureau fédéral.
Camarades, toutes ces critiques sont présentées, croyez-le bien, sans acrimonie, elles sont présentées parce que nous estimons que ce sont des erreurs et que ces erreurs-là ne doivent pas se renouveler, car nous pensons que c'est là l'intérêt du Parti et l'intérêt du Parti tout entier.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vais donner à présent la parole à Gustave pour une courte communication et ensuite à Pierre Mauroy.

Gustave

Mes camarades, je n'entends pas abuser de votre temps et je me limiterai simplement à vous lancer un appel pour que toutes les fédérations assistent les étudiants Socialistes dans leur tâche.
Les étudiants Socialistes existent et travaillent pour le Parti, pour tout le Parti.
Le Secrétariat du Bureau national des étudiants Socialistes comporte des représentants de tous les courants, ils n'ont pour mission que de renforcer le Parti à l'université. Ce renforcement ne peut intervenir qu'en restructurant sur le terrain même des luttes universitaires, des groupes d'étudiants Socialistes, qui comportent des étudiants membres du Parti et leurs sympathisants.
Nous vous demandons de nous aider dans cette tâche en adressant à la Cité Malesherbes la liste de tous les étudiants que vous connaissez dans vos fédérations et de leurs sympathisants et que vous précisiez également à ces étudiants, qui ne nous connaissent pas toujours, que les étudiants Socialistes existent, qu'ils sont constitués en 40 groupes, dans 30 villes universitaires et que ces groupes sont à la fois des centres de lutte à l'université, des centres de réflexion et des centres de formation. Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, ce matin, portant une appréciation d'ensemble, je vous disais au nom des camarades du Secrétariat national : nous avons conscience des insuffisances de l'outil, c'est-à-dire du Parti, mais nous sommes certains

Fondation Jean-Jaurès

maintenant qu'en accélérant le mouvement et en le disciplinant davantage, nous répondrons à l'exigeante ambition du Socialisme. Et au fond, tous les camarades, et je dois les remercier au nom du Secrétariat national, qui sont venus, nous ont dit comment cela se passe dans leurs fédérations, et ils sont venus aussi convenir des multiples activités qui ont été entreprises depuis six mois. Ainsi je crois que le rapport que je vous ai présenté ce matin nous a permis, même à nous-mêmes, tellement il y a d'activités, de nous rendre compte de tout ce qui avait été fait.

Mais, cela dit, vous avez raison d'être exigeants, de vouloir qu'il n'y ait aucune faiblesse, qu'il n'y ait aucun ratage et je dois vous dire que nous avons scrupuleusement noté toutes les observations qui ont été faites par les uns et par les autres.

Toutefois, à l'exception de l'intervention de Brun, du Val d'Oise, qui n'a que des regrets et qui semble regretter que le monde ne se soit pas arrêté à Issy-les-Moulineaux, je pense que tous ceux qui se sont succédés à cette tribune, quels que soient d'ailleurs les courants de pensée et orientations, et c'est bien normal, ont parlé en responsables du Parti, ont convenu des activités, nous ont dit ce qui se passait dans leurs fédérations et ont relevé un certain nombre de points sur lesquels je vais maintenant insister.

C'est vrai que le Parti recrute et que les camarades des fédérations l'ont constaté et l'ont dit.

C'est vrai qu'à côté des jeunes, à côté des ouvriers qui viennent maintenant il y a un courant un peu partout, de chrétiens, de syndicalistes et en particulier C.F.D.T.

C'est vrai aussi que le Parti occupe le terrain et c'est vrai, ce n'est pas moi qui l'ai dit ou tout au moins je l'avais dit ce matin mais cela a été repris et vous l'avez entendu par plusieurs orateurs à cette tribune, que le clivage de marque du Parti Socialiste est meilleur, séduit davantage.

Je crois d'ailleurs que nos adversaires ne se trompent pas et que même nos voisins et nos partenaires ne se trompent pas non plus. Il ne faut naturellement pas nous satisfaire de cela et améliorer tout ce qu'il est possible d'améliorer.

On vous a donné des informations sur le fichier.

Là je dois dire que beaucoup de camarades sont intervenus en ce qui concerne ce fichier, Claude Estier vous a répondu en cela.

Dans ce domaine, il ne faut pas croire que le Secrétariat national peut tout et tout seul, c'est naturellement une collaboration des uns et des autres.

Ce que je puis dire au Parti, c'est qu'en juin il y avait 18 000 plaques, dont 8 000 - je m'excuse de le souligner - venant de la fédération du Nord. Cela vous donne une idée de ce qui était représenté comme membres du Parti Socialiste.

Nous nous sommes mis au travail suivant un procédé d'ailleurs un peu archaïque, nous avons fait 9 000 plaques.

Nous avions 9 000 plaques, lorsque nous avons décidé de lancer l'hebdo et il était indispensable, non pas d'utiliser - je donne des détails - les plaques de zinc, mais manifestement de nous mettre sur ordinateur et c'est ainsi que, le 13 décembre, nous avons décidé d'arrêter absolument toutes les plaques qui nous

Collection Jean Jaurès

arrivaient, de mettre dix camarades sur ce travail, parce que ce n'est pas rien, les problèmes de fichiers, pour faire en sorte que 30 000 plaques, qui seront prêtes d'ici la mi-janvier, puissent être disponibles pour lancer l'hebdo.
Je précise d'ailleurs que le système est tel que nous aurons à la fois les abonnés de l'hebdo et également les militants du Parti, les adhérents du Parti, qui pourront recevoir le bulletin Socialiste.
Autrement dit, pour le 20 janvier; toutes les plaques que nous avons reçues, c'est-à-dire 30 000, seront sur ordinateur et tous les adhérents, tous ceux dont nous avons les noms, c'est-à-dire ces 30 000, recevront le numéro un de l'hebdomadaire l'Unité Socialiste.
Et alors je crois que, toutes les plaques qu'on a cherchées au cours de la journée, elles sont là, sur ordinateur et elles nous permettront, à tous ceux qu'elles représentent, d'adresser l'hebdo.
Quant aux autres plaques que nous avons reçues depuis le 13 décembre, pour celles-là le travail sera terminé pour le 10 février ou le 15 février.
On peut donc penser qu'entre le 10 et le 15 février, nous pourrons avoir 40 000 plaques d'adhérents du Parti.
Quant aux autres, nous leur demanderons rapidement de nous envoyer leur volet, pour que nous puissions rapidement les mettre sur ordinateur et avoir par conséquent un fichier en ordre.
Voilà en ce qui concerne les adhérents de Paris.
Je propose même à la Convention nationale, pour qu'il n'y ait plus ce genre de discussion - je crois qu'on peut l'avoir une fois, mais il ne serait plus convenable qu'une autre Convention nationale reçoive encore les mêmes critiques - par conséquent l'équipe nationale doit tout faire pour que les choses se passent bien.
Je pense d'ailleurs que, chaque fois que vous allez maintenant envoyer vos plaques, il faudra immédiatement les trier, vous en renvoyez, parce qu'il y a de nombreuses plaques pour lesquelles les noms sont illisibles et le travail est rendu impossible, il faudrait donc qu'il y ait immédiatement un tri et qu'il y ait un bordereau qui accuse réception du nombre de volets que nous avons reçus.
Ainsi il y aura une véritable comptabilité... (quelques applaudissements) entre le Centre national et les fédérations.
Je crois que c'est d'autant plus indispensable que nous voulons à tout prix que cette affaire soit en ordre et que, de plus, je mentionne que compte tenu de ce qui a été décidé au Congrès d'Epinay, à savoir que pour la représentation il faut tenir compte des volets, on ne peut pas tenir compte de volets quand les noms sont illisibles ; il faut par conséquent qu'il y ait une sorte de comptabilité en règle entre le Secrétariat national et les fédérations de ce volet.
Alors, je m'excuse de vous avoir un peu importunés avec ces problèmes, mais je crois qu'une fois pour toutes il fallait mettre cela au point.
En ce qui concerne un autre fichier, qui est celui des responsables, je dois dire que, au lendemain d'Epinay, la situation n'était pas très simple parce que, compte tenu des camarades qui arrivaient de différentes familles, compte tenu que le Parti n'avait pas désigné au lendemain d'Epinay -car cela ne s'est pas fait immédiatement - les représentants, car les premiers Congrès ont eu lieu en

Fondation Jean Jaurès

octobre, beaucoup de Congrès ont eu lieu en novembre et vous savez bien qu'il y a eu encore des Congrès qui se sont tenus en décembre, si bien qu'à partir de juin les vacances sont arrivées rapidement, nous avons adressé la circulaire, j'allais vous dire presque à tous ceux qui nous la demandaient, autrement dit nous avons essayé d'organiser un peu, la pagaille de ce moment-là.
Mais très rapidement, lorsque les fédérations ont pris leur décision, ont installé leur secrétariat fédéral, alors là, au fur et à mesure, nous avons créé le fichier des secrétariats fédéraux.
C'est en tous les cas le un point sur lequel nous allons aussi nous pencher et faire en sorte que là aussi les choses soient nettes et claires,
Je relève une critique qui a été faite par Brun, à savoir que les comptes-rendus des Comités directeurs et les comptes-rendus des Bureaux n'étaient pas encore venus devant les fédérations et les sections.
Camarade Brun, je voudrais que vous vous rendiez compte du travail énorme, extraordinaire qu'à demandé le programme, vous ne pouvez pas savoir le nombre de pages ronéotypées que nous avons remuées avec ce programme... (quelques applaudissements)
Il faut tout de même que les camarades se rendent compte de cela, nous ne sommes pas suffisamment riches pour prendre du personnel temporaire pour faire face à un travail aussi considérable.
Je vous assure que l'élaboration du programme, rien que la centaine de camarades qui ont participé aux réunions, rien que ce document de 240 pages qui vous a été envoyé, qui a été refait trois ou quatre fois, c'est-à-dire tourné par nos camarades de la Cité trois ou quatre fois, a consisté en un travail considérable qui ne nous a pas permis d'envoyer le Bulletin intérieur. Mais ce bulletin intérieur est fait, vous allez le recevoir, les membres du Bureau exécutif l'ont reçu donc vous l'aurez, et vous trouverez dans ce bulletin intérieur les comptes-rendus de Bureau et du Comité directeur.
En ce qui concerne les élections, mes camarades, là je l'avais souligné moi-même, mais on a souligné Royan ; il y a le problème général et il y a le problème de Royan. Je vais donner une première explication. Il n'y a pas que ce problème là et ce n'est pas nouveau, camarades, qu'il y ait des élections sans qu'il y ait de candidature du Parti.
Je dois indiquer qu'aux élections cantonales de 1970, et mes références sont bonnes parce que je vais citer Ernest Cazelles il ne me démentira pas sur ce plan là, sur 1609 sièges à pourvoir, il y avait 652 candidats du Parti et nous étions tous unanimes d'ailleurs, Ernest Cazelles le premier, pour dénoncer cette carence du Parti. C'était en 1970.
Oh ! je ne vais pas vous dire que la situation s'est redressée depuis, mais ce que je puis vous dire, camarades, et cela c'est mathématique, c'est que du 20 juin au 15 janvier, il y a eu 38 élections partielles.
Dans ces 38 élections partielles, il y a eu 20 candidats du Parti et 18 élections où le Parti était absent.
Eh bien, ce que nous devons faire, c'est tous ensemble travailler, prendre des dispositions, pour que plus jamais il y ait des élections partielles sans la

Fondation Jean Jaurès

propagande pour le Parti, sans un candidat pour le Parti.
Mais cet engagement, ce n'est pas seulement le Secrétariat qui doit le prendre, ce sont aussi les fédéraux qui sont ici et c'est tout le Parti qui doit le prendre.
(Applaudissements)
Quant à Royan, eh bien Royan fait partie de ces coins, de ces bourgs un peu pourris, au moins pour le Socialisme. Il n'y a pas eu de candidat à Royan depuis des années et des années. Je ne peux pas vous donner exactement un chiffre, bien avant la F.S.G.D. sans doute, pendant des années, pas de candidat dans ce département. Peu de sections en dépit d'une équipe très très dévouée sur le pan fédéral, par conséquent beaucoup de difficultés.
C'est un fief radical, vous le savez, il y avait là un candidat P.S.U. Ce candidat P.S.U., à un moment donné, a dit qu'il ne se présentait pas et la fédération nous a fait savoir que, sur place, il n'y avait pas de candidat. Ce n'était pas possible.
Alors, nous avons décidé de désigner un candidat. Ce candidat est allé là-bas, il a rencontré d'énormes difficultés, venant en particulier du P.S.U. et il a estimé que dans ces conditions le score allait être tel que l'image du Parti en serait abîmée.
Nous avons immédiatement dit : ce n'est pas possible pour ce candidat et pour cette candidature nationale, à tout prix il faut trouver sur place des candidats locaux, des candidats fédéraux.
Cela n'a pas été possible.
Alors là encore, camarades, nous le regrettons, nous regrettons très vivement cette situation, mais nous pensons que là encore, c'est dans une coordination et dans l'harmonie entre le Secrétariat national et les fédérations, que nous trouverons une solution.
En ce qui concerne la propagande, une proposition a été faite par Thorelle de la Somme, qui consisterait à demander une fois par mois aux membres du Comité directeur et aux parlementaires, de faire une réunion en dehors sans doute de leur département ou de leur circonscription.
Camarades, ce n'est pas une proposition nouvelle. Quand on regarde les comptes-rendus de ce qui se passait au Parti Socialiste avant guerre, on exigeait de tous les membres, même au lendemain de 1945 et pendant de longues années, du Comité directeur, au moins trois réunions dans l'année en dehors de leur département ou de leur circonscription.
Or, pour tenir même ces trois réunions dans l'année, cela n'a pas été facile pour tous les parlementaires, voire même pour tous les membres du Comité directeur, mais je pense que c'est là une très bonne suggestion, qui devra être étudiée et reprise par le Comité directeur. Le même camarade s'est étonné que des parlementaires soient absents à l'Assemblée Nationale ou au Sénat.

Thorelle - J'ai dit qu'ils étaient peu nombreux.

Pierre Mauroy - Je ne dis rien en ce qui concerne ce problème, seulement que, cet absentéisme au Parlement, on pourrait l'expliquer par ce qu'ont fait du Parlement ceux qui nous gouvernent.

Fondation Jean Jaurès

Je voudrais dire tout de même que nous souhaiterions qu'il y ait davantage de parlementaires qui participent aux grandes manifestations du Parti, et en particulier aux Conventions nationales. (Quelques applaudissements)
Je salue d'ailleurs le président du groupe parlementaire qui est là, d'ailleurs, Courrière s'est excusé, je vois aussi Notebart, et bien d'autres, mais je ne vais pas m'amuser à citer tous les parlementaires, et il n'est pas question, de cette tribune, de jouer je ne sais quel censeur, mais il est vrai que, dans la phase actuelle du Parti, si nous avions une participation plus grande des parlementaires, députés et sénateurs, aux grandes rencontres du Parti et, en particulier, à la Convention nationale, je suis sûr que nos militants en seraient heureux et que nous servirions mieux comme cela l'intérêt du Parti.
(Applaudissements)
Pour la Sarthe, c'est Noyelle (?) qui a posé le problème de la Sarthe, et alors je dis à Noyelle, et je lui sais gré de ne pas avoir du tout passionné ce problème, il l'a dit très gentiment, que j'étais en effet intervenu, en ce qui concerne ce problème de la Sarthe, c'est vrai, je suis intervenu pour recevoir le camarade Thénard (?), j'ai discuté tout à l'heure -avec le Secrétaire fédéral de la, Sarthe, et il s'accorde pour dire que ce camarade Thénard est un excellent camarade Socialiste., eh bien, j'ai vu le camarade Thénard qui m'a dit : "Je ne peux pas avoir la carte du Parti depuis vingt ou vingt cinq ans que je milite au Parti". Je puis vous dire qu'après avoir vu ce camarade qui ne pouvait pas avoir sa carte du Parti, après avoir vu son désarroi, eh bien, c'est vrai, j'ai écrit au Secrétaire fédéral pour lui dire qu'il faudrait régler le problème de la Sarthe.
J'espère qu'a la façon dont le Secrétaire général est intervenu à cette tribune, on y trouvera une solution et cela d'autant plus, camarades, que nous avons tout de même créé une procédure. Personne n'est autorisé pour lancer l'exclusive contre quiconque. Tous ceux qui étaient au Parti Socialiste avant Epinay doivent avoir leur carte du Parti Socialiste, mais la circulaire 19 permet aux organismes fédéraux, et même à n'importe quel membre du Parti, de déférer devant la Commission fédérale de contrôle, tout camarade du Parti qui a quelque chose à reprocher. C'est une procédure qui a été suivie dans une autre fédération, c'est une procédure qui peut être suivie dans la Sarthe ou tout autre, qui permettra aux camarades d'avoir effectivement leur carte.
En ce qui concerne la Presse, j'ai ici une motion qui a été déposée par la fédération de la Corrèze.
Voici la motion de la Corrèze : "La, multiplication des publications du Parti et de celles des tendances constitue,' 'dans le contexte difficile aujourd'hui difficile aujourd'hui pour la presse d'opinion, une dispersion de trésorerie et d ' énergie militante. Tous les efforts des militants méritent d'être centrés sur le lancement du nouvel hebdomadaire afin de donner le maximum de chances de réussite à cette difficile entreprise.
Je ne suis pas loin de penser la même chose. Mais je pense que cette motion sera transmise an Bureau exécutif et au Comité directeur pour prendre les décisions.
Alors, j'en arrive, camarades, et pour terminer, à 2 problèmes plus importants qui ont été soulevés.

Tout d'abord, c'est celui du programme quelqu'un y a fait allusion et est revenu sur les informations j'avais donné ce matin.
Oh ! vous savez, il n'y a pas à dramatiser cette affaire mais tout simplement à se référer au communiqué du Comité directeur qui a été publié d'ailleurs dans le Bulletin Socialiste et qui précisait ceci :
"Ce nouveau document, c'est à dire le programme sera soumis au Comité directeur au cours d'une -Session spéciale qui aura lieu en décembre. Il sera ensuite adressé aux fédérations et sections pour un large débat dans tout le Parti avant la Convention nationale de début mars 1972, qui adoptera le document définitif.
Et qu'est ce que c'est le document définitif ? Eh bien, selon les décisions prises à l'unanimité par le Comité directeur, ce Document définitif comportera 4 parties une présentation générale, situant le programme du Parti par référence à un certain nombre de valeurs propres à la démocratie Socialiste - c'est le texte qui a été envoyé fédéraux, c'est le texte qui a été remis aux fédéraux, et c'est le texte qui, dans dix jours, sera diffusé aux 30 000 adhérents du Parti.
2°) un énoncé de mesures irréversibles que prendrait le gouvernement de Gauche... c'est le 3ème, pardon, qui a été discuté... mais alors il sera ajouté, pour faire le document définitif, un énoncé de mesures irréversibles que prendrait le gouvernement de Gauche dans un temps limité, un programme détaillé, des annexes techniques sur quelques domaines particuliers et, enfin, le texte de présentation.
Alors, voila, je crois qu'on s'était mis d'accord au Comité directeur, sur cela.
L'essentiel, c'est le document 3, bien sûr, c'est le programme et il y a d'autres textes annexes : la présentation, l'énoncé des mesures immédiates et 3°) les annexes.
Mais j'ajoute, sur le plan politique... quelqu'un l'a dit à cette tribune, avec raison, d'ailleurs que l'adoption du programme, ce n'est pas un problème de courant de pensée. D'ailleurs, il faut s'en féliciter, toute la discussion. qui a été menée, aussi bien au Comité directeur que dans toutes les Commissions qui se sont réunies, ne se sont pas situé sur ce terrain là, et quand les camarades prendront conscience du document 3, c'est à dire du programme, ils s'apercevront des enchevêtrements des options des uns et des autres et je crois que cela donnera satisfaction aux militants.
Alors, c'est là que doit avoir lieu la discussion, et lorsque François Mitterrand a précisé devant le Bureau exécutif qu'il n'était pas possible de faire l'énoncé de mesures immédiates et irréversibles tant que le Parti ne se serait pas prononcé, en ce qui concerne les options, c'est bien évident, pour faire un résume de programme, pour en tirer les mesures que nous appliquerons au gouvernement, encore faut-il qu'on se soit mis d'accord sur le programme et qu'on ait réglé le problème de toutes les options qui sont encore ouvertes et qui seront ouvertes jusqu'au 12 mars.
De plus, en ce qui concerne la présentation, on peut faire la même observation.
Sans doute, si nous avions été unanimes pour faire un texte de présentation, on aurait pu envoyer un texte de présentation avant la Convention nationale mais,

dans la mesure où sur le corps, c'est à dire sur l'essentiel, les options étaient entremêlées et enchevêtrées, vraiment faire à cette date de la discussion 2 textes de présentation, et seulement 2 textes qui n'étaient que de présentation, c'était nécessairement vouloir la confusion dans la discussion au niveau de nos sections et au niveau de nos fédérations»

Il nous appartiendra, par conséquent, tout simplement, au moment de la, Convention nationale ou immédiate après, par un Comité directeur, une fois que le Parti aura fait son choix et arrêté le programme, d'adopter un texte de présentation et d'adopter un énoncé des mesures à prendre immédiatement, et si ce texte de présentation, par une méprise de notre part, devait, en définitive, devenir en quelque sorte un texte de motion, alors, là, ce serait tout à fait autre chose. Nous avons une Convention nationale, tout le monde a parfaitement le droit de déposer des textes de motions à l'occasion de cette conférence nationale, mais il faudrait le dire clairement devant les militants et, à ce moment là, permettez-moi de dire que la majorité aurait, elle aussi, un texte de motion à présenter à la Convention nationale.

Donc, pour le moment, nous n'en sommes pas là et ce serait bien dommage, devant le Parti, de commencer une étude de programme avec des discussions sur des textes de motions.

En réalité, nous avons, ensemble, fait un texte qui est l'essentiel, qui est le corps du programme, des options ont été déposées, c'est au Parti, maintenant, à se prononcer et c'est bien pour cela que ce texte a été envoyé précédé d'une lettre aux militants du Premier secrétaire de notre Parti.

Voila en ce qui concerne le programme. Le dernier point qui a été soulevé, à plusieurs reprises, à cette tribune, c'est celui des courants de pensée, c'est celui des tendances.

Je crois que c'est vrai, et la province a eu raison de s'exprimer un petit peu sur ces courants de pensée, que cette capacité à casser des courants de pensée à la tendance est un phénomène parisien. En tout cas, les courants de pensée ont été créés par le Congrès, nous avons donc l'obligation de nous en tenir aux décisions de Congrès, et c'est ce que nous faisons.

Cela dit, le Parti n'a pas voulu l'organisation de tendances et de tendances organisées.

Je crois que là, il faut s'adresser à la conscience de chacun, à la conscience de chaque responsable national, à la conscience des responsables départementaux, des responsables locaux et à la conscience de tous les camarades membres du Parti, pour respecter cette règle.

Je crois que nous avons attendu pendant des années, l'unité des Socialistes. L'unité des Socialistes est venue, nous nous en réjouissons. Ce n'est pas maintenant pour connaître la désunion, une désunion accentuée par des courants de pensée ou des tendances.

Je crois que, finalement, tout ce qui a été dit ici par de nombreux orateurs, représente vraiment ce que pense le militant moyen de notre Parti et ce que pense le Parti dans son écrasante majorité.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - François Mitterrand.

François Mitterrand

Mes chers camarades, je voudrais tout d'abord vous dire que je me réjouis de la tenue de cette Convention nationale qui était bien nécessaire car, avant d'aborder les grands débats politiques, encore fallait-il que le Parti prît conscience de lui-même dans ses structures.

Je remercie ceux de nos camarades qui se sont exprimés, à la fois pour le sérieux de leurs interventions et par la franchise de leurs critiques,

Il est certain que c'est de cette confrontation des expériences que l'on pourra tirer un profit commun. Ici, c'est telle fédération qui connaît une difficulté particulière, soit par sa faute, soit par la faute de la Direction nationale, soit tout simplement par la faute de l'événement. Là, au contraire, on constate des propres, des réussites. C'est rarement à cause de la Direction nationale, c'est plus souvent grâce aux directions départementales, c'est parfois grâce à l'événement.

Quand on met tout cela dans une synthèse, on s'aperçoit que, finalement, d'une façon générale, le Parti est en progrès. Mais, comme il existe encore beaucoup d'erreurs de direction, beaucoup d'erreurs d'appréciation, il est bon de les entendre. Nous essaierons d'en tirer profit.

J'ai entendu parler de tendances. Sûrement il y en a, je ne suis pas le dernier a m'en apercevoir, mais si sur le plan du travail la Direction, notamment du Secrétariat national, les discussions y sont nombreuses, y sont parfois vives, je dois tout de même rendre compte à la Convention nationale de la solidarité du travail. Je n'ai personnellement vraiment qu'a remercier ceux qui travaillent avec moi, et je travaille aussi avec eux de la manière dont ont été abordé, au cours de ces derniers mois, d'énormes taches.

De ces tâches, il faut en faire le rapide bilan, Pierre Mauroy l'a établi ce matin pour vous, j'y reviendrai très brièvement.

Il me semble que la critique principale, celle que je ressens personnellement le plus, tienne à la difficulté, parfois même à l'absence, des liaisons entre nous.

Au fond, comment ce corps épars du Parti Socialiste parvient-il à. trouver son unité dans l'action ?

C'est un problème qui n'est pas résolu.

Nous sommes ici des responsables, des responsables à un certain niveau mais si nous étions beaucoup plus nombreux, c'est à dire que si nous avions ici des camarades qui ne sont pas dans le coup, ne sont pas dans les rouages on en entendrait sans doute bien davantage sur ce problème de nos liaisons.

Comment les régler? La-dessus, j'ai besoin de vous entendre, aujourd'hui, et d'autres fois.

Le téléphone peut-il suffire? Oui, pour atteindre 10 20 ou 30 secrétaires fédéraux, non pour animer le parti.

Le courrier peut-il suffire? Notre instrument matériel est naturellement faible.

Alors il faut recourir aux moyens modernes : la presse et les circulaires

Fondation Jean Jaurès

intérieures.
La presse, on l'a dit tout à l'heure, elle était résumée, jusqu'alors, à. un bulletin dont certains ont regretté la disparition, mais tout de même qui coûtait très cher pour une audience très restreinte, et il n'était pas possible de cumuler les charges. Au demeurant même, ce bulletin n'atteignait pas un grand nombre et si nous voulions que notre presse, hors celle qui sera diffusée dans le public, atteigne nos militants, encore faudra t-il savoir qui ils sont et où ils sont, et nous ne pouvons pas pu résoudre ce problème des liaisons, faute de disposer de ce moyen.
Les uns et les autres, vous avez beaucoup parlé du fichier.
Je me pose des questions encore, sur la nature de ce fichier. Où est le goulot d'étranglement ?
J'ai l'impression qu'il y en a 2 : d'une part, du fait que beaucoup de fédérations n'envoient pas les informations nécessaires et, d'autre part, du fait que lorsqu'elles les envoient, il y a une trop petite administration et trop de travail matériel pour trop peu de personnel, qu'au niveau de la Cité Malesherbes, ce qui est arrivé soit ensuite distribué.
Eh bien, ce deuxième goulot d'étranglement, il nous appartient de le réduire. Il faut le faire, et puisqu'il paraît que, d'ici le mois de février, il y aura un grand progrès, tant mieux et c'est vraisemblable puisque c'est depuis mi-décembre qu'est arrivé le gros flot des indications des fédérations.
Dans mon département de la Nièvre, par exemple, j'étais à une réunion de Bureau, la semaine dernière, et mes camarades me disaient : "On ne reçoit rien". Evidemment, j'étais mal placé pour donner une réponse satisfaisante, "On ne reçoit rien...", si, quelques dirigeants, 4, 5 personnes, mais les camarades ignorent tout ! "Voila le problème.
Je me suis aussitôt retourné vers la Cité Malesherbes, et nous nous interrogeons souvent sur cette carence, qui va être corrigée mais, il faut le dire, quand dans un Parti-national qui annonce plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, on ne peut disposer, pour les atteindre, que de 17 000 à 18 000 adresses, dont 3 000 ou 4 000 sont périmées, c'est-à-dire qu'il en reste pratiquement 14 000 utilisables, il est difficile d'en atteindre 80 000, cela, ne convient pas. Et nous sommes, nous, hors d'état, absolument hors d'état de remédier, par un coup de baguette magique, à cette difficulté.
Un gros effort a été accompli par quelques fédérations. Il n'y en a qu'une qui était en règle, c'est le Nord,
Toutes les autres, majoritaires ou minoritaires, peu importe, étaient dans la même situation, disons de refus de bonne administration par rapport au Centre.
Je pense que maintenant tout cela va s'arranger mais tant que cela ne sera pas remis au point, les liaisons seront boiteuses. Tant que le courant ne passe pas dans l'administration du Parti, un désarroi réel continuera de se diffuser, et le travail considérable fait à la tête sera ignoré de la base, c'est à dire qu'au fond il perdra les 2/3 de cette unification, et c'est pourtant le cas aujourd'hui où vous voyez des dirigeants nationaux qui vous disent : "On travaille beaucoup" — qui sont, au fond, plutôt contents de ce qu'ils font puis vous rencontrez des militants

Collection Jean Jaurès

qui, indépendamment de la tendance de ces militants, vous disent "Vous travaillez beaucoup, on ne voit bien à travers les journaux, mais pour ce qui nous concerne, dans la vie intérieure du Parti, ça ne va pas".
Voilà pour moi le problème n°1.
Alors, il faut un effort mutuel : chez nous, Cité Malesherbes, un peu plus de rationalisation, un peu plus d'organisation moderne et, dans les fédérations, un peu de célérité pour transmettre les informations nécessaires.
Hors cela, la plupart des observations, favorables ou défavorables, sont d'ordre normal et je pense que nous pourrons répondre, dans les semaines qui viennent aux questions posées.
Sur le plan du nombre des adhérents, en raison même de ce que je viens de dire, de la difficulté des transmissions, au fond, nos renseignements couvrent les 2/3 du territoire, mais pas sa totalité.
En vérité, il y a certaines des importantes fédérations au- sein desquelles on aperçoit un recul, et ce recul sera, j'en suis sûr, compensé très rapidement, simplement par le fait que leur propre administration se mettra en ordre. C'est à ce moment là, j'espère avant mars, que nous saurons exactement où nous en sommes. Mais, à voir les progrès réalisés dans les fédérations qui se trouvent très souvent situées dans des conditions extrêmement difficiles - j'ai entendu notre camarade de la Savoie, dont la situation est difficile depuis déjà longtemps - comme aussi le Calvados, etc. etc. et qui ont quelquefois réussi à doubler leur effectif, même dans des fédérations déjà, actives, vraiment il faut remercier les militants qui ont fait cela.
Ceci prouve que partout où l'on veut travailler, on peut obtenir des résultats très satisfaisants et même dans les fédérations très fortes, car c'est évidemment beaucoup plus difficile, dans les fédérations déjà très nombreuses de faire des propres très sensibles.
Lorsque je constate que quelques centaines d'adhésions sont reçues dans le Nord, où déjà on a des milliers d'adhésions, lorsque, dans mon propre département, où l'on croyait avoir fait le plein, à vrai dire il y a progrès, lorsqu'on s'aperçoit qu'un peu partout, là où on fait bien le travail, les adhésions se démultiplient, il y a lieu d'être optimistes !
Après tout, nous ne sommes pas ici pour nous adresser des félicitations mutuelles, mais surtout remarquer les points qui doivent être compensés, les défaillances. C'est plus important que l'autosatisfaction.
Sur le plan de la presse, on vous l'a dit, c'est la même chose, si nous n'avons pas la liaison, on ne saura pas ce qui se passe. Si nous ne réunissons pas les 10 000 abonnés, ce n'est pas la vente à la criée ou dans les kiosques qui permettra à ce journal de vivre. Il y a donc une solidarité intérieure puissante du Parti qui, seule, peut résoudre les questions posées par vous ou par moi.
On a pourtant beaucoup travaillé ; c'est vrai ; il y a eu des stages, des rencontres, des organisations de conventions nationales, celle-ci, demain l'Assemblée générale des élus, dans quelque temps la Convention nationale du mois de Mars, l'éveil de nombreuses fédérations. Bien sûr, il y a des fédérations qui n'ont pas besoin de s'éveiller et qui savent que tout passe par la formation des militants ;

Fondation Jean Jaurès

de ce point de vue, d'ailleurs, la fédération du Pas de Calais donne un exemple de bonne organisation. Il est certain que beaucoup de militants sont formés et qu'au bout de trois, quatre ou cinq ans, on dispose, dans une fédération, de gens capables de développer le Parti. Mais, il est aussi certain que dans trop de circonscriptions il n'y a pas ce minimum de méthode de formation des militants sur le plan théorique et sur le plan pratique.
Mais, je ne suis pas venu ici pour vous rendre compte de tous ces éléments. Pierre Mauroy s'en est parfaitement expliqué, et je voudrais dire ici, devant la Convention nationale, à quel point je me réjouis de l'attelage dans lequel je me trouve et de la confiance amicale que nous nous portons mutuellement, dans une responsabilité que nous assumons ici en commun devant vous et qui nous engage de la même façon.
La présence du Parti dans tous les lieux où il y a un combat a été un thème très répandu par tous les orateurs représentatifs des différents courants de pensée lors du Congrès d'Epinay. Alors, nous nous y sommes mis sur les lieux de combat, au niveau des entreprises surtout, par le développement des sections de groupes d'entreprise. Il y a des ratées, des erreurs, eh bien corrigeons-les, mais tout de même, c'est un progrès, c'est une présence. D'ailleurs, la possibilité de diffuser les moyens de presse appropriés à cette démarche d'implantation est en soi une bonne chose, à la condition, évidemment, que cela se passe dans le cadre général de la discipline interne du Parti.
Présence dans la vie politique au niveau des grands problèmes qui se posent à la nation. C'est vrai qu'on peut reprocher aux parlementaires dont je suis, l'absentéisme dont je me rends moi aussi coupable ici ou là, mais il serait aussi très juste de reconnaître que nos parlementaires, sénateurs ou députés, font aussi beaucoup de travail, sont aussi très présents, et, finalement, je ne connais pas de grandes questions nationales, au niveau législatif, qui n'aient été traitées de façon originale par notre Parti. Je serais très long si je devais ici énumérer les initiatives prises, dont une pour la première fois, je crois, depuis des années et des années, a été retenue ; je veux parler de la Commission d'enquête parlementaire sur les scandales immobiliers. Il est quand même très important de penser que c'est à l'initiative - je suis le premier signataire mais pas l'instigateur - de nos camarades du groupe parlementaire qu'on est parvenu à obtenir de l'Assemblée Nationale et de sa majorité que ce problème qui touche à la moralité publique soit traité à fond. Les camarades qui nous représentent dans cette Commission, notamment le camarade Lagorce seront, j'en suis sûr, porteurs d'une information extrêmement précise et très rude afin de démontrer que les scandales ne sont pas seulement le résultat de quelques personnages pressés de tirer profit d'une situation déterminée, mais d'un système dont l'objectif même du Socialisme est non seulement de le dénoncer mais aussi de le mettre à bas.
Si nous parvenons à faire cette démonstration de façon sérieuse, documentée et sans partialité au regard des personnes, alors notre groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale aura rendu un grand service au Parti.
De même, de la manière dont certains de nos camarades et collègues du Sénat

ont sur le plan agricole, comme récemment plus encore sur le plan du contrôle de l'O.R.T.F., agi à l'Assemblée Nationale, montre bien qu'il n'y a pas lieu d'être pessimiste ou injustement critique.
Nous-mêmes, au niveau de nos responsabilités, vous le savez, nous avons été amenés, moi en particulier, c'était mon rôle, Gaston Defferre, Mauroy et tous les autres, à prendre des positions à l'appui des décisions du Bureau exécutif ou du Comité directeur, pendant l'été sur la hausse des prix, des tarifs publics, ce qui a donné matière à un débat de quelque importance, sur les graves problèmes monétaires. J'ai encore, à ce sujet, il y a très peu de temps, au début du mois de janvier, par des questions écrites au Premier Ministre - j'attends encore la réponse - montré ou essayé de montrer à quel point l'accord des Açores et l'accord de Washington recouvraient d'un manteau de pudeur la réalité dramatique de la situation internationale qui n'a résolu, au fond, aucun des problèmes qui vont désormais malheureusement, accroître le chômage dans les pays de l'Europe et vraisemblablement faire rétablir la course à l'inflation, de telle sorte que le premier des pays qui craquera devant cette inflation se retirera de l'accord et démontrera, avant la fin de l'année, à quel point l'opinion publique internationale est abusée et particulièrement l'opinion française.
Tout ceci est quand même le résultat d'un travail en commun où les camarades de toutes les tendances ont été parfaitement unis pour tenter de retirer d'une situation financière et monétaire complexe les éléments simples de compréhension pour le Parti et pour l'opinion publique.
De la même façon, nous n'avons jamais manqué de dénoncer les carences de l'emploi, la nécessité du plein emploi et ainsi de suite.
Sur le plan international, il n'a pas été inutile de rencontrer nos camarades des autres pays de l'Europe Occidentale. Je me suis rendu, avec plusieurs d'entre nous à Bruxelles, notamment Pontillon, et nous avons tenté de redonner un peu de vie à l'association des Socialistes au sein du Marché Commun. Nous avons beaucoup à faire pour qu'un certain équilibre se rétablisse en raison même de la puissance ou de la présence dominante de nos camarades allemands, et, il faut le dire, de leur peu d'entrain à tenter de donner une certaine définition Socialiste du développement du Marché Commun.
J'ai été heureux de voir que nos camarades parlementaires, Vals et Spénale soient des gardiens vigilants, avec l'appui de nos représentants, au sein de l'Internationale Socialiste.
De la même façon, l'Internationale Socialiste s'est manifestée à plusieurs reprises. On sait à quel point elle représente une tunique déchirée, et combien il est difficile d'en rapiécer tous les fils. Cependant, aussi bien à la conférence dite des Leaders à Salzbourg où se trouvaient les représentants des pays d'Europe Occidentale qu'à d'autres reprises, à Bruxelles ou à Paris, et bientôt, je l'espère, dans la région de Marseille par le fait que c'est nous qui recevrons nos camarades du reste de l'Europe, on constate qu'il y a, en réalité, sur ce plan un certain nombre de problèmes.
C'est nous qui avons saisi l'Internationale de la nécessité d'une conférence des experts pour une définition qui nous soit propre, d'une politique monétaire, et

nous agirons de même dans un très bref délai pour une définition commune au regard des problèmes du tiers-monde.
Les visites officielles, les visites de toutes sortes, est-ce que cela sert ou non ? On en voit bien souvent la vanité. Je pense cependant que la projection que nous avons pu nous-mêmes accomplir, Gaston Déferre, Estier et moi-même au Chili, ne représentait pas bien sûr, pour un Pays sous développé de 10 millions d'habitants si loin de nous, le modèle des expériences Socialistes, mais nous avons pensé, en raison des similitudes quant à la contexture politique interne à ce pays, que nous avions à en tirer des leçons très utiles.
Bref, nous avons tenté d'élargir notre vision des choses et nous en ferons le bilan.
Bientôt, une délégation se rendra en Pologne, au début du mois de février, et j'aurais moi-même l'occasion de me rendre à la même époque, pour un très bref séjour, en Suède.
A vrai dire, si je vois bien de quelle façon nous sommes présents, je souffre aussi beaucoup de nos absences. On a parlé tout à l'heure des aspects purement locaux des élections. C'est vrai mais encore une fois, c'est la faute à qui ? A personne et à tout le monde. Nous devons être solidaires. On ne va quand même pas faire un procès. C'est vrai que nous sommes absents trop souvent dans les départements que nous contrôlons le mieux. Je pense au mien et je m'aperçois ainsi même là où on est bien organisé, combien il est souvent difficile de trouver un candidat au Conseil général lorsqu'un de nos camarades disparaît après avoir accompli un mandat pendant vingt, trente ou même quarante ans. Nous ne sommes pas assez préparés, c'est vrai, mais qui peut jeter la pierre à nos prédécesseurs, lorsque nous voyons comment nous-mêmes, s'il nous arrivait quelque accident, serions en peine d'assurer les successions nécessaires dans l'intérêt du Parti et du Socialisme. Ce type même de carences est propre aux mauvaises habitudes dont nous sommes tous coupables, et c'est par la volonté de renouvellement, par la justesse et par l'honnêteté des critiques, par la volonté de se contrôler constamment mutuellement, de veiller toujours à éviter la sclérose, que nous parviendrons à dominer cette pente naturelle.
Eh bien oui, c'est vrai, nous avons été absents des quatre départements où se sont déroulées les élections partielles, on nous l'a fait remarquer. Je ne me flatterai pas du fait que nous sommes présents un peu plus qu'auparavant puisque nous n'avons pas encore été assez présents. Si l'on nous faisait des critiques, je dirais seulement qui les fait et, à ce moment-là, je me sentirais conforté dans ma réponse. Mais, une fois que j'aurais répondu à un duel inutile, j'aurais mauvaise conscience; dans la mesure ou nous ne sommes pas partout, nous sommes tous responsables. Il faut donc se donner la main pour que désormais le Parti Socialiste soit l'une des grandes formations nationales dont les citoyens, du village jusqu'à la circonscription législative savent qu'il est toujours là quand il le faut.
Bien sûr, nous n'allons pas réussir d'ici juin prochain ; il faut encore du temps. Si nous y parvenions avant le prochain ou le futur Congrès national, dans dix-huit mois, ou même si on se fixait un délai de quelques années, si dans l'espace

de deux Congrès le Parti Socialiste était capable de recouvrer l'ensemble du territoire, nous aurions tous ensemble bien travaillé pour le Socialisme.
Il y a aussi un certain nombre de problèmes qui me tracassent, entre autres, une certaine propension du Parti à obéir à ces tendances naturelles à diviser la liberté. Je voudrais prendre un exemple : Dès qu'on nous passe le texte pour défendre la liberté d'un homme à travers le monde, menacé injustement ou abusé par une tyrannie, nous sommes toujours pour et c'est normal, qui ne le serait pas. Cependant, lorsque nous nous trouvons dans une manifestation pour la libération d'Angela Davis ou que je me trouve moi-même dans une réunion importante aux côtés de Marchais, Séguy et quelques autres, je voudrais que le Parti soit tout à fait décidé à considérer que partout où la liberté est opprimée, le Parti Socialiste est son défenseur. C'est pourquoi, au cours de ces derniers jours, nous n'avons pas hésité l'envoi d'une délégation du Parti à l'ambassade soviétique pour protester contre le fait qu'on ait condamné un écrivain pour délit d'opinions.
(Applaudissements)
Je m'inquiète, je l'avoue. Je vous dirai que ce n'est pas nouveau et que ce serait bien naïf de s'inquiéter aujourd'hui, mais les choses s'accélèrent, du processus de l'arrestation et de la répression qui s'abat sur un certain nombre de représentants de diverses formes d'expressions, critiquables ou non, en Tchécoslovaquie.
Il faut absolument qu'à droite comme à gauche, on sente bien que le Parti Socialiste n'épouse pas les défenses de la liberté selon ses références de politique intérieure, mais que le principe même des libertés publiques qui recouvre les libertés individuelles est pour nous si sacré qu'il doit emporter non seulement notre adhésion lorsqu'on nous sollicite, mais également notre initiative. Nous n'avons pas nécessairement à être de ceux qui signent en second les initiatives de ce genre. Je voudrais que partout nos fédérations et, au niveau national, notre Secrétariat et notre Bureau fassent l'inventaire régulièrement pour être de ceux qui appellent l'ensemble des Français à protester contre toutes les exploitations par les moyens vrais ou faux de la loi afin de primer la liberté de conscience et la liberté d'expression.
Là-dessus, nous avons beaucoup à dire, car qui pourrait prétendre qu'à travers le monde la liberté progresse ? Ainsi, en est-il, sur un plan beaucoup plus général, des conflits internationaux, des guerres, de l'impérialisme, du bellicisme. On voit bien de quelle façon, aujourd'hui, il devient de plus en plus difficile de s'exprimer sur ce plan, sans avoir l'air d'être le partisan d'un des camps internationaux en présence.
Le rôle, voyez-vous, du Parti Socialiste à mes yeux est d'être celui qui assure partout la défense de ceux qui sont abandonnés sur le plan international. Qu'on passe aux profits et pertes... pour nous, il n'y a pas de profits et pertes chaque fois qu'est engagée la notion de paix, de droit d'un peuple à disposer de lui-même ou bien tout simplement la liberté d'un homme parce qu'il s'est exprimé librement.
Voilà ce qui m'amène tout naturellement à examiner les conditions dans

lesquelles nous avons lancé des idées et fait des propositions pratiques dans le cadre d'un programme, car c'est à travers ce programme, il faut bien le dire, jusqu'aux élections législatives, que va s'accomplir le grand acte du Parti Socialiste.

Ce programme, que sera-t-il ? Voyons.. Si j'étais un citoyen n'ayant pas participé à l'entreprise, si j'étais simplement un lecteur des journaux. A ce sujet, on regrettait tout à l'heure que les journaux soient prévenus avant les adhérents du Parti. C'est inexact. Pour ce qui concerne l'envoi à la presse avant les secrétaires généraux, c'est vrai, mais est-il facile qu'il en soit autrement lorsque 80 ou 100 documents sont distribués, il est difficile de garder la confidence. Et puis, après tout, est-il tellement mal que la presse, en bien ou en mal, approuvant ou désapprouvant, place le Parti Socialiste au plan de la discussion nationale. Après tout, on a beaucoup parlé d'Epinay ; depuis, nous avons tenu le débat national en août, septembre et octobre ; préoccupés par nos problèmes internes, en novembre et décembre, il y a eu une certaine baisse de tonus. Mais, avec l'arrivée du programme en janvier, à nouveau le Parti Socialiste occupe le premier rang des préoccupations nationales.

(Applaudissements).

Donc, si j'étais militant, qu'est-ce que je vous dirais ? Cela dépend à quel endroit de l'opinion je me trouve... Enfin, en gros, je vais me placer comme député. Forcément, je suis électoraliste.. Je sais bien que c'est mal vu, mais enfin, permettez-moi de tenir quand même à ce péché mignon. D'abord, je suis député et ça ne me déplairait pas d'être élu... et si on veut bien m'y aider dans le Parti Socialiste plutôt que de faire le contraire, je trouverais cela excellent !

Je me dis : qu'est-ce que je peux faire avec ce programme ? Et lorsque je verrai les premières publications à travers des journaux comme Ouest-France ou l'Aurore, je dirais : qu'est-ce qui m'arrive... je vais donc perdre la classe moyenne, quel est le commerçant, l'artisan ou le petit entrepreneur qui pourrait continuer de soutenir le Parti Socialiste parce que le Parti Socialiste représente tout de même un certain idéal de progrès et de liberté... n'y a-t-il pas une sorte de dangereuse tendance vers un gauchisme utopique ?

Je me poserais des questions, vraiment... d'ailleurs je continue de me les poser sur certaines.. (Rires).. Phrases ou sur certaines orientations. Mais enfin, je sais que de cela nous débattrons en mars 1972.

Puis, d'autre part, je me dirai : c'est vrai, il y a des points sur lesquels je ne me sens pas d'accord et même si je me sens d'accord, je trouve qu'il y a des imprudences qu'un grand parti national doit éviter autant que possible. Mais c'est aussi très important qu'on puisse dire dans toute la France : le Parti Socialiste est un parti où l'on peut discuter de tout, où on ne refuse aucune idée nouvelle. On peut refuser de l'accepter comme telle mais on ne refuse pas de la discuter, on ne refuse pas de la recevoir, la porte n'est pas fermée. Lorsque telle ou telle manifestation, telle ou telle partie du corps social, tel ou tel groupe de jeunesse s'exprime de façon qui me choque parfois ou qui me paraît dérisoire au regard de l'ensemble des problèmes, je me réjouis cependant que cela puisse être exprimé à l'intérieur du Parti.

Fondation Jean Jaurès

Et c'est en ce sens que j'approuve la démarche du Secrétaire national qui a pris la responsabilité - je parle de Chevènement - d'insérer dans notre programme tous les débats qui, a tort ou à raison, concernent aujourd'hui les parties vivantes du corps national.
Alors, il y a des inconvénients, c'est vrai. Il est possible qu'au bout du compte, en l'absence d'un esprit d'analyse suffisant, d'une information suffisante, on puisse croire adopter ce qui n'est encore que proposition, mais à côté de cela, le fait que nous puissions vraiment tous, à l'endroit où nous sommes, discuter avec les citoyens de tous ordres, orientés, bien sûr, vers les objectifs de la Gauche, et qu'aucun d'entre eux ne puisse nous reprocher d'avoir fermé le dialogue.. nous ne sommes pas la génération - ce serait la mienne - qui refuse d'entendre celle qui vient, cela ne veut pas dire que j'approuve, mais j'accepte d'écouter, est quelque chose. Vous tous, qui êtes plus jeunes, savoir que ceux qui sont, disons, les notables, les Caciques du Parti Socialiste, les élus, ceux qui avaient pris l'habitude de ne rien comprendre à rien - si j'entends les critiques qui sont faites - sont là avec leurs défauts, mais avec cette qualité majeure : nous écoutons, nous acceptons que vous posiez la question et nous ne refusons pas a priori d'y répondre par oui, étant entendu que nous gardons le droit de dire non, eh bien avec ce système d'options, dont je dois dire qu'il avait été inauguré très heureusement sous l'impulsion d'Alain Savary, c'est une méthode qui peut paraître nouvelle, qui surprend, mais on a le droit d'être surpris de cette surprise, comme si, en effet, un groupe au niveau national avait le droit de dicter, comme ça, parce qu'on sait bien une fois que le système est déclenché il se résout au gré des rapports de forces politiques à l'intérieur d'un Parti.. Alors une majorité, qui compte bien rester majoritaire et même, le cas échéant, ne refuserait pas d'élargir une majorité..(Rires) d'un parti politique, qui sait qu'elle peut, le cas échéant, par la loi du nombre imposer ses vues et qui accepte d'en remettre l'examen sous forme d'options au niveau de chaque adhérent, je me suis aperçu, plus que je ne l'avais vu précédemment, à quel point c'était une preuve de bonne santé.
Lorsque j'entends la critique - elle m'est souvent faite - de ceux qui ne disent, mais enfin, je ne comprends pas, avec vos amis vous avez la majorité au Parti Socialiste, pourquoi vous n'avez pas présenté votre programme ? Vous donnez une impression d'impuissance, vous êtes divisés, tandis que là au moins vous auriez donné l'impression que la majorité était unie et ensuite, eh bien, qu'elle prenait ses responsabilités.
Ne craignez rien, chers camarades, nous les prendrons, seulement au moment utile et le moment utile n'est pas venu. Le moment utile, il viendra lorsque tous les militants se seront exprimés dans les fédérations ; à ce moment là, chacun prendra sa responsabilité politique, mais le débat de fond aura eu lieu, et ce débat politique sera un débat honnête, parce qu'il n'imposera pas un a priori dans un rapport de forces interne, mais je l'espère s'ouvrira la compréhension à l'esprit de justice, à la capacité d'amendements et de synthèse entre tous les courants du Parti pour que le programme du Parti soit vraiment représentatif du courant national, qu'il puisse recevoir l'adhésion de ceux qui ne sont pas encore

aujourd'hui Socialistes.
C'est véritablement un souhait que je forme.
C'est un programme qui est ouvert tout à fait à la discussion.
Les options sont placées aux endroits sensibles, puisqu'elles touchent à la définition même et aux structures de la démocratie économique, à, je ne dirai pas la nature, mais au degré des institutions parlementaires, puisqu'elles touchent à quelques grands choix majeurs de la politique internationale, le marché commun, la défense nationale, les alliances.
Ceux qui ont déposé des options sur ces plans ont bien fait. Ils ont bien fait, parce qu'ils obligent chacun d'entre nous à réfléchir et ils feront mieux encore s'il est possible de parvenir à la synthèse, car alors on aura connu la thèse et l'antithèse.. et ce sera mieux que le silence complice de ceux qui refusent de réfléchir pour obéir aux injonctions de la tête.. ou bien ce sera mieux que la simple anarchie d'un parti qui ne saurait jamais trouver une ligne d'action.
Qu'est-ce que c'est que ce programme ?
Souvent, on pose la question et je suis étonné des confusions qui sont faites.
Qu'est-ce que c'est que ce programme ? Une discussion aura lieu là-dessus certainement au mois de mars.
Quelle est sa nature ? Qu'est-ce qu'on veut faire avec lui ?
J'entends bien qu'on me dit : c'est un programme, Epinay en a fait la leçon, pour permettre le débat sur la capacité de mettre en forme.. disons mettre véritablement en valeur et en pratique l'union de la Gauche.
Je voudrais tout de suite dire d'abord que pour moi le programme doit remplir deux emplois, deux usages :
- d'abord, c'est le programme du Parti, c'est l'instrument qui doit permettre au Parti Socialiste de se faire entendre et de se faire comprendre.
- et c'est en même temps - je n'entre pas dans un débat inutile - l'instrument qui ayant permis au Parti Socialiste de définir ses positions, doit être en même temps l'un des éléments constitutifs de ce qui sera, je l'espère, l'accord de gouvernement.
Ceux qui ne peuvent que se servir du programme comme d'un instrument de négociation avec les autres formations politiques, qui acceptent l'union de la Gauche, notamment le Parti communiste, se trompent.
Certes, c'est le moyen pour le Parti de disposer d'un volant d'idées et de propositions concrètes qui accroissent notre rayonnement. Mais ceux qui disent : c'est pour le Parti, et puis ça suffit, se trompent.
C'est le moyen pour le Parti d'aborder en connaissance de cause la phase qui devra suivre tout aussitôt la Convention de mars, selon les décisions qui seront arrêtées à cette époque par nos camarades mandatés à cet effet, afin qu'il y ait, dès la moitié du mois de mars, pour nous la possibilité de nous engager dans les négociations auxquelles nous sommes dès aujourd'hui engagés par la volonté de nos camarades réunis à Epinay au mois de juin dernier.
Dans quel climat s'engage cette discussion ?
On pourrait croire à entendre les échos que ce climat n'est pas bon, puisqu'il y a une sorte de discussion âpre, quelquefois même amère entre les partenaires

Fondation Jean-Jaurès

attendus. Mais nous n'avons pas établi la liste de ces partenaires, nous ne savons pas qui ce sera. Nous avons dit : ce programme du Parti Socialiste sera discuté avec ceux qui le voudront évidemment avec ceux qui sont en mesure de le discuter, et puis ceux qui acceptent la perspective tracée a Epinay d'union de la Gauche. Nous n'excluons personne. Seulement, voilà, pendant ce temps nous sommes soumis, comme le dit la presse ce matin encore, à un pilonnage qui, forcément, n'améliore pas le climat.

D'une part, sur notre droite, le Parti radical, dans ses sphères officielles, voudrait une évolution sur laquelle je ne me permets pas de porter des réponses aux questions qu'on se pose, mais on a bien le droit d'avoir des intuitions.

D'autre part, du coté du Parti communiste, il y a cet extraordinaire forcing. D'abord, le Parti communiste a été amené à sortir son programme lui-même ; personnellement, je pense que c'est une excellente chose. C'est très heureux que le Parti communiste ait sorti son programme ; il l'a fait plus rapidement que nous, peut-être ne s'est il pas embarrassé des mêmes précautions démocratiques que nous et le fait qu'il y ait, au mois de mars prochain, deux documents de base qui pourront être connus de quiconque s'intéresse à la chose, plutôt que d'avoir un seul document qui serait la résultat d'un débat obscur, qui serait rapporté dans des conditions sans doute différentes, sinon même contradictoires par la presse des deux Partis en cause, là où il y aurait désaccord sur tel ou tel point particulier d'un accord de gouvernement, qu'en dira l'Humanité qu'en dira l'Unité, je n'en sais rien, ce que je sais, c'est qu'il eut été très fâcheux, soit que personne n'y comprit rien, soit que ce soit celui qui dispose du plus grand moyen d'information qui finisse par avoir raison aux yeux des masses.

Là, il y aura au moins les deux documents et l'on verra bien, sur leur base, quelle aura été la marge de bonne volonté, d'ouverture de l'un et de l'autre, puisqu'on pourra mesurer le chemin parcouru par l'un et par l'autre. Là, c'est une bonne chose.

Là dessus, un autre procès : nous n'aurions pas considéré comme acquis le bilan de 1970.

Où et quand aurions nous dit cela ? J'ai au contraire répété, et je ne suis pas le seul, au nom du Parti Socialiste, que nous ne remettions pas en cause les accords antérieurs, ni 1970, ni 1968.

Alors, pourquoi ce procès ?

Au cours de ces dernières journées, j'ai lu dans la presse que le Parti communiste nous reprochait, d'après nos propositions, au demeurant optionnelles, donc qu'est-ce qui lui permet de trancher cette affaire, d'être très en retrait sur les propositions ou plutôt sur le bilan de 1970 Oh ! je sais bien que le Parti communiste s'applique surtout à démontrer que les textes option majoritaire de la majorité actuelle du Parti seraient en contradiction avec celui de 1970. Il a une double vue, le Parti communiste, pour reconnaître exactement les textes dits de la majorité, car, après tout, la majorité qui sortira du Congrès de Suresnes, la Convention de Suresnes, on ne la connaît pas et pour ce qui concerne alors l'actuelle majorité et l'actuelle minorité du Parti Socialiste sur un certain nombre d'options, il faut avoir une connaissance extraordinaire des

sujets pour apercevoir, en dehors de la volonté naturelle de se distinguer, en quoi elles sont différentes ?
Alors, le Parti communiste éprouve un soudain enthousiasme pour les équipes qui dirigeaient le Parti Socialiste il n'y a pas si longtemps.. Mais pourtant je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps, quand ces équipes dirigeaient le Parti, le Parti communiste n'en semblait pas tellement satisfait, puisque constamment il revenait sur cette discussion en disant : quels obstacles fait-on à la marche de l'union de la Gauche, en particulier au profit d'une vaine discussion sur l'alternance en régime démocratique ?
Je n'ai jamais appris qu'Alain Savary et les dirigeants du Parti Socialiste aient renoncé en 1970 aux termes fondamentaux de la démocratie Socialiste auxquels nous restons simplement attachés. Il n'y a pas de différence sur ce plan dans la démarche, si nous avons des différences sur la procédure.
Alors, est-ce que le Parti Socialiste s'est dédit entre 1970 et 1972 quant à l'idée qu'il se fait des libertés publiques, de la vie démocratique dans une société Socialiste et de certains objectifs de politique extérieure qui doivent assurer la véritable, et non pas la simulée, indépendance de la France au regard des grandes puissances qui se partagent le monde et qui représentent les moyens d'agression et de puissance militaire, et sommes-nous, sur ce plan là tellement partagé ?
Je ne m'en suis pas aperçu.
S'agit-il donc encore pour le Parti communiste de vouloir peser à l'intérieur du Parti en ayant, selon l'occasion, selon le moment et selon l'époque, ses préférés et ceux qu'il aimerait moins.. après tout les amours, comme beaucoup d'amours elles sont variables..
Donc, ne nous occupons de cela et cherchons seulement à définir le mieux possible ce qui est notre domaine commun à nous tous ici - et il est immense - afin de faire front en commun pour défendre ce qui nous est commun, c'est à-dire l'essentiel de la démocratie Socialiste.
C'est vrai que nous devons être les défenseurs de la démocratie Socialiste contre la démocratie bureaucratique ! C'est vrai que nous devons être les défenseurs de la décentralisation contre la bureaucratie centralisatrice, que nous devons être partisans de la diversification des plans contre le plan économique, que nous devons être les défenseurs de la liberté des formations politiques contre l'unicité d'un Parti. Cela nous distingue, cela ne nous empêche pas de débattre et de discuter.
Encore faut-il qu'on parle cl ai renient de ce qui doit demeurer le lot constant et le domaine commun du Socialisme qui est le nôtre.
Comme nous parlons ici à huis clos, on peut, disons, éviter toute interprétation fâcheuse. Je dois dire ici que pour ce qui concerne notre action à nous, à l'heure actuelle, responsables du Parti Socialiste, on pourrait croire que le Parti Socialiste ne peut faire aucun mouvement, ni exprimer aucune idée, sans que s'exprime ou s'exerce aussitôt le contrôle d'un commissaire politique du Parti Socialiste qui s'appellerait Georges Marchais !
Moi, je suis partisan à fond de l'union de la Gauche, je suis partisan de la

discussion avec le Parti Communiste et je suis partisan d'un accord avec le Parti Communiste, mais je n'ai pas besoin d'un commissaire politique qui soit chargé de superviser, au nom de je ne sais quelle loi supérieure, chacun des actes de mon Parti. Je m'y refuse et, si on ne veut pas le comprendre, il est évident qu'il faudra le faire savoir !

Ceci dit, vous pourrez observer que si, chaque semaine, nous nous trouvons accusés d'un autre crime contre l'unité, contre l'union, nous évitons au maximum, à part quelques petites "démangeaisons" qui, comme cela, nous prennent de temps en temps et qui sont compréhensibles, de nous engager dans la polémique et je crois que la sagesse du Parti, en quelque tendance qu'elle s'exprime, a été précisément d'éviter de s'engager dans des polémiques qui nous auraient diminués et qui auraient davantage encore altéré un climat dont je continue d'espérer que, si la sagesse prévaut, il sera éclairci en temps utile, à moins que... à moins que la volonté d'union de la Gauche pour un gouvernement d'union Démocratique - ou, selon nos propres termes, simplement pour un gouvernement de la Gauche unie ne corresponde pas strictement aux mêmes stratégies. Dans ce cas-là, le langage loyal et clair permettra de le savoir quand il le faudra.

Mes chers camarades, notre tâche à nous tous est très difficile. Nous sommes dans la zone de l'Europe où, pour des raisons sociologiques, philosophiques, spirituelles et économiques - je veux dire les pays de la zone latine - le communiste a pris, en nombre, en type d'organisation et en forme de structures, le pas sur le Socialisme démocratique. Il en est ainsi de l'Italie, il en est ainsi de la France. N'en serait-il pas ainsi de l'Espagne et du Portugal si l'expression démocratique pouvait l'emporter ? Il y a là des données qui nous dépassent, Je veux dire une explication qui nous dépasse ; à nous, maintenant, d'aborder ce problème en essayant de le comprendre, pour tenter de renverser ce rapport des forces.

On ne le renversera que par un seul moyen : celui de parler clairement et honnêtement à l'opinion publique.

Si nous restons fidèles aux sources dont nous avons tous été, à des époques différentes de l'histoire les porteurs et les continuateurs, il n'est pas concevable qu'une action continue et qu'un travail acharné ne nous permettent pas de regagner, dans la masse des travailleurs, les centaines de milliers de voix qui ont pris l'habitude de considérer que le Parti Communiste était leur seul défenseur naturel, plus naturel que nous-mêmes ! Il n'est pas naturel non plus et, en ce sens, le programme peut nous rendre un grand service, que nous ne puissions être compris de toute une génération, la plus jeune, celle qui accède à l'électorat aujourd'hui, garçons et filles de 18, 19, 20, 21 ans ! Il n'est pas possible que, si nous continuons sur cette lancée, nous puissions vivre longtemps sur le divorce qui, en effet, nous a naguère séparés.

Ceux qui ne sont mus que par le refus de toute forme de vie collective, ceux qui refusent, en somme, au bénéfice. de leur vie personnelle, de leur accomplissement intérieur, toute forme d'organisation sociale, ceux-là, nous n'y pouvons rien, ils ne nous rejoindront jamais.

Fondation Jean Jaurès

Ceux qui sont seulement emportés par un faux langage, brumeux, léninomarxiste, qui aujourd'hui emporte quelques dizaines de milliers de jeunes gens dans des partis de pure contestation, dont on ne sait exactement ce qu'ils feraient s'ils devaient gouverner, n'y comptons pas trop. Mais, ce ne sont que de petites minorités.
Tel que nous agissons, je le répète, tous ensemble, et je dirai à l'exception de quelques exemples que nous pourrions trouver dans la plupart de nos fédérations, il n'est pas possible que nous ne soyons pas entendus des meilleurs de cette jeunesse.
Enfin, permettez-moi de vous dire que le Socialisme n'a pas pour vocation de servir de repoussoir à des millions de gens qui se trouvent appartenir aux classes moyennes et qui, après tout, peuvent se rendre compte demain, si nous accélérons leur prise de conscience, qu'ils ont moins à craindre d'une société Socialiste que de la société d'aujourd'hui, qui les écrase et qui les supprime !
Il faut donc avoir les épaules larges, ouvrir bien les yeux et savoir que le Socialisme démocratique a une vertu de rassemblement à divers degrés, d'abord en son sein - ce Parti, composé de quelques dizaines de milliers d'adhérents, peut largement déborder ce nombre, sans prétendre atteindre, en raison même du tempérament des Français, des centaines de milliers - mais qu'au-delà de ce nombre, de cette cohorte, de cette phalange qui veut aujourd'hui lutter avec nous, il y a, alors là, des centaines de milliers de Français qui peuvent se reconnaître dans la démarche Socialiste et qu'au-delà, puisque nous sommes des démocrates, eh bien il nous faut obtenir l'assentiment, dans le cadre d'une vaste coalition, de la majorité des Français.
Je vous en prie, chers camarades ! Vous êtes des responsables, oubliez un moment, pour le temps qui vient, ce qui nous sépare et pensez que cette entreprise est exaltante si le Parti Socialiste, dont nous sommes tous les serviteurs au même titre, est capable de remplir cet objectif.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Camarades, le débat est terminé.
Nous avons un certain nombre de votes à émettre.
D'abord, une résolution qui vous a été lue ce matin par Rousseau au nom de la fédération d'Indre-et-Loire sur le cas de 7 fonctionnaires des départements d'Outremer qui ne peuvent pas choisir librement leur résidence. Ce texte vous a été lu, je vous en rappelle seulement la conclusion :
"Le Parti Socialiste dénonce l'atteinte permanente aux libertés pratiquée à l'égard des travailleurs des départements d'Outremer.
"Il exige l'adoption immédiate des mesures individuelles permettant aux 7 fonctionnaires grévistes de la faim de recevoir les affectations qu'ils demandent dans leur département d'origine.
"Il demande l'abrogation immédiate de l'ordonnance du 4 octobre I960."
Je mets cette résolution aux voix. Y a-t-il des oppositions ?
…
Y a-t-il des abstentions ?

…
Elle est adoptée.
Deuxième résolution, qui vous a été lue par Mexandeau au nom de la fédération du Calvados, au sujet de la non-réintégration d'un militant syndical de la SAVIEM.
La conclusion de cette motion qui vous a été lue est la suivante :
"La Convention invite ses fédérations, ses sections et ses militants à soutenir la campagne nationale de protestation et d'action entreprise par les organisations syndicales et à en faire une illustration de sa campagne pour la défense des libertés."
Pas d'opposition ?
…
Pas d'abstention ?
…
Elle est également adoptée. Enfin, nous avons à remplir un devoir qui est donné par l'article §6 des Statuts à la Convention nationale et qui est d'apprécier la manière dont les organisées centraux ont appliqué les décisions du dernier Congrès. Je vous propose la résolution suivante : "La Convention nationale, réunie à Suresnes le 15 janvier 1972, en application de l'article 46 des Statuts constate que les organismes centraux ont bien appliqué les décisions du Congrès d'Epinay."
Sur cette résolution, vous allez vous prononcer. Est-ce que le vote par mandat est demandé ?
…
Il n'est pas demandé, alors nous allons voter à main levée, carte rouge à la main.
Que ceux qui sont partisans de l'adopter lèvent la main.
…
Avis contraires ?
Abstentions ?
Il n'y a pas d'avis contraire, pas d'abstention, cette motion est adoptée à l'unanimité.
(Applaudissements)
Je rappelle que la conférence des élus se réunit demain matin, à 9 h 30, dans cette même salle.
Je vous remercie de votre attention.
La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès